

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

mensuel septembre N° 29

SOMMAIRE

USA : blocage de salaires p.3
ESPAGNE 36 p.3
MOYEN-ORIENT : une "adresse"
pour la confusion
UN PCI (bordiguiste) FRONTISTE p.7
TROTSKYISME p.8

2ff/20fb/15fs/50cts.can.

LA VOIE DE LA DEFAITE ET LA VOIE DE LA VICTOIRE

Quarante années se sont écoulées depuis la constitution des Fronts Populaires de l'Espagne au Chili, de la France au Mexique. Aujourd'hui, toutes les fractions du monstrueux appareil politique du capital, de la droite aux gauchistes, font chorus pour célébrer avec émotion et nostalgie, ce moment extrême de la contre-révolution triomphante. Embrigadé sous l'uniforme de l'antifascisme et de l'unité nationale, agonisant lentement sur les champs de bataille d'Espagne, le géant prolétarien qui fit trembler le monde au lendemain de la première grande boucherie impérialiste, connaît sa plus terrible défaite. C'est cette défaite que toutes les forces du capitalisme pourrissant célèbrent actuellement comme une "victoire", "LEUR" Victoire !

Aujourd'hui, pour le prolétariat mondial, il n'est plus "Minuit dans le siècle". Depuis 68, la force gigantesque du géant prolétarien ressurgit. C'est cette force formidable qui porte en elle l'arrêt de mort de l'ensemble du système que la classe dominante cherche de nouveau à briser. Aujourd'hui comme hier, alors que la seule alternative posée à l'humanité est "guerre ou révolution", la bourgeoisie déterre à nouveau ses vieilles armes de guerre : "Front unique ouvrier", Gouvernement Populaire", "Union de la gauche", "Compromis historique" sont les nouveaux masques pour tenter à nouveau d'écraser l'immense armée du prolétariat mondial. Pour le capital mondial aux prises avec les convulsions de plus en plus fébriles de la crise, de la France à l'Argentine, de l'Italie à la Pologne, il ne peut y avoir d'autre issue que la guerre, préparée par des massacres répétés du Liban à l'Angola, de l'Irlande au Cambodge.

Pour le prolétariat mondial, à la veille de gigantesques affrontements avec la classe ennemie, il n'y a d'autre issue que son réarmement théorique et pratique. Dans la mémoire du prolétariat enrichie des leçons de sa défaite passée se préparent déjà les explosions révolutionnaires de demain et les conditions de sa victoire.

Alors que la classe révolutionnaire ne dispose que de sa conscience et de son organisation, immense est donc aujourd'hui la tâche des révolutionnaires, petite poignée encore infime d'éléments dispersés à travers le monde, et dont le CCI est aujourd'hui l'expression la plus cohérente. Immense est leur tâche de regroupement de toutes les énergies révolutionnaires, décisive leur intervention systématique dans leur classe.

Comme il avait commencé à le faire en 1917 en Russie, le prolétariat mondial devra balayer toutes les forces coalisées du capital, de la droite aux gauchistes, rejeter toutes les scories des groupes politiques qui, utilisant les erreurs de l'Internationale Communiste, travaillent à livrer, derrière un langage plus "radical", la classe révolutionnaire aux mains de l'ennemi. C'est la voie de son autonomie de classe, que le prolétariat mondial est en train de se frayer lentement. C'est dans le processus de ressurgissement de la conscience révolutionnaire, du réarmement de la seule classe révolutionnaire au sein de la société, qu'aujourd'hui comme il y a soixante ans, les révolutionnaires portent sur leurs épaules, toute la responsabilité historique de montrer à leur classe "les conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien".

Ce sont ces leçons fondamentales que nous essayons de dégager dans le présent journal.

FRANCE

LE NOUVEL HOMME MALADE DE L'EUROPE

Depuis le début de l'année, coups d'Etat et changements de régime se sont succédé parmi les pays périphériques, et chaque pays "évolué" a pu se donner bonne conscience en s'apitoyant sur le sort du Portugal, du Pérou, de l'Argentine et autres pays "ingouvernables". En juillet, la bourgeoisie européenne a pu s'apitoyer à loisir sur son propre sort : avec les remaniements gouvernementaux en Italie et en Espagne, l'Europe entrain à son tour dans cette phase de crise politique réservée jusque-là aux "sous-développés". Cette crise politique ne serait rien si elle se réduisait à des palabres de cabinet : là où elle inquiète, et à juste titre, la bourgeoisie mondiale, c'est par la profondeur de la crise économique historique qu'elle révèle ; en se rapprochant du centre du capitalisme, la crise menace plus dangereusement qu'elle ne l'a jamais fait les fondements mêmes de l'existence de la bourgeoisie ; elle annonce sa fin proche. Avec la crise spectaculaire du franc en juillet et le départ du gouvernement la France entre à son tour dans la zone de la crise mondiale.

crise politique et crise économique

Dès les rumeurs autour du départ probable de Chirac, on a parlé bien volontiers de "crise de la majorité" ou de conflit de personnes entre président de la république et premier ministre. Autant dire que la crise qui secoue maintenant la France, après d'autres pays européens, est due à des incompatibilités de caractères, et qu'il suffirait donc de remplacer un ministre par un autre pour la résoudre.

Ce qui était important pour le gouvernement en place, ce n'est pas tellement le résultat du changement que le fait du changement lui-même : la possibilité du remaniement ministériel était envisagée et connue depuis plusieurs semaines, et cette seule éventualité créait à elle seule l'événement. A une époque où elle ne peut attendre de résultats à long terme, et où ses pers-

(SUITE P.2)

Les tâches présentes des révolutionnaires (3)

La première partie de cet article a tenté de définir, en termes généraux, la fonction des minorités révolutionnaires et comment cette fonction est assumée à travers les différentes conditions historiques de la lutte de classe. La seconde partie s'est appliquée à dégager à quels types d'incompréhensions ces minorités pouvaient se heurter et, après avoir précisé les conditions présentes de la lutte de classe, elle a mis en relief les difficultés actuelles affrontées par les révolutionnaires. Il a été ainsi établi que la période révolutionnaire qui s'annonce se distingue des précédentes par deux aspects fondamentaux : 1°) elle ne survient pas à l'issue d'une guerre mais se développe au cours d'un approfondissement lent d'une crise économique aiguë du système, 2°) elle fait suite à la plus longue et profonde contre-révolution de l'histoire qui a emporté avec elle toutes les fractions communistes qui s'étaient dégagées de la vague révolutionnaire précédente. De ce fait, la compréhension de leurs tâches par les jeunes organisations révolutionnaires que la reprise prolétarienne a fait surgir est aujourd'hui un des problèmes les plus difficiles qu'elles aient à résoudre. Elles doivent en particulier se garder constamment des déviations attentistes qui risquent de les emporter brutalement, comme des déviations immédiatistes qui, quoiqu'aux effets moins rapides, menacent leur existence tout aussi sûrement. Après avoir donc défini "ce qu'il ne faut pas faire", nous essaierons de dégager dans cette troisième partie "ce qu'il faut faire" à l'heure actuelle. Et, pour parvenir à ce résultat, il nous faut commencer par préciser la perspective générale dans laquelle s'inscrit notre activité propre.

les perspectives de l'intervention des révolutionnaires

L'IMPORTANCE DE LA DEFINITION DE CES PERSPECTIVES

Ce qui distingue toute activité humaine, c'est qu'elle est imaginée et élaborée dans le cerveau des hommes avant d'être effectivement réalisée, et cela en fonction de toute une connaissance et donc une expérience acquises antérieurement. L'activité de la classe et de sa minorité communiste, non seulement n'échappe pas à la règle, mais en constitue une illustration éclatante. En effet, la société communiste est la première de l'histoire dont la mise en place ne soit pas le résultat de l'action de forces économiques aveugles qui s'imposent à la volonté des hommes, mais s'effectue, sur la base de l'existence d'une possibilité matérielle, de façon consciente, par ceux-ci. Plus que toute autre activité humaine, l'activité révolutionnaire participe donc du présent et du passé, mais aussi, et fondamentalement, de l'avenir. C'est

cet avenir dont les révolutionnaires contribuent à la préparation qu'il faut donc définir avec plus de précision. En règle générale, ni les immédiatistes ni les attentistes ne se livrent à cette activité de façon sérieuse. Si les attentistes se plongent souvent dans des "études du communisme" ou du "mouvement communiste" qu'ils essaient quelquefois de décrire en détail, ce n'est pas en vue de réellement définir leurs tâches présentes mais surtout afin de les fuir en se réfugiant dans les sphères éthérées de la spéculation. Pour leur part, les immédiatistes ont en général pour l'étude des perspectives dans lesquelles s'insère leur action, un mépris hautain surtout si cette étude risque de leur faire apparaître que le chemin est encore long avant les affrontements décisifs entre la classe ouvrière et le capitalisme.

(SUITE P.5)

MOYEN-ORIENT

UNE ADRESSE POUR LA CONFUSION

La tragédie du Moyen-Orient provoque tous les jours des prises de positions en faveur d'un camp ou d'un autre, ou de la paix entre les camps en présence. Dans tous les cas, ou presque, on a affaire à des expressions de la lutte des intérêts contradictoires des différentes fractions du capital mondial dont le fracas vient assourdir le prolétariat et endormir sa conscience. C'est au milieu de ce fracas que des éléments qui se veulent "communistes" et "internationalistes" se sont proposés de publier une "Adresse aux prolétaires et aux jeunes révolutionnaires arabes et israéliens contre la guerre et pour la révolution prolétarienne".

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce texte, loin de constituer un élan de clarté et de fermeté révolutionnaire comme s'évertue à le démontrer le champion toutes catégories de "l'intervention", le PIC, ne fait rien d'autre, comme nous le verrons, que renforcer la confusion et la mystification ambiantes.

Cette adresse se propose de "démâquer les intentions secrètes des classes dominantes, détruire leurs fausses évidences, jeter un regard lucide sur la situation actuelle, et en dégager une perspective claire pour l'activité du prolétariat". C'est là une intention fort louable et qui est la moindre des choses qu'on puisse attendre de révolutionnaires. Malheureusement, le résultat obtenu n'est pas très brillant et si l'adresse peut constater que "l'ensemble de la situation au Moyen-Orient est si embrouillée qu'il est difficile d'y voir clair au premier coup d'oeil", on y voit encore moins clair après l'avoir lue.

une clarté aveuglante !

Le seul apport positif de cette adresse est l'information qu'elle nous livre sur les luttes de classe qui, malgré la tension guerrière qui y règne, n'épargnent pas le Moyen-Orient. La description des grèves qui se sont déroulées ces derniers temps en Israël et surtout en Egypte est d'un intérêt certain pour quiconque se préoccupe de la lutte prolétarienne. Mais, même sur ce point, le caractère apologétique de l'analyse de ces mouvements conduit l'adresse à présenter comme "mots d'ordre de classe" des slogans des ouvriers égyptiens tels que :

"Hegazi, ton gouvernement est celui des nazis !"

"Jehan, ton règne est celui de Dayan !"

Si le deuxième est suffisamment ambigu pour qu'on puisse le présenter, ainsi que le fait l'adresse, comme manifestation d'internationalisme ("tous les gouvernements se valent") et non d'un reliquat de nationalisme ("le gouvernement fait le jeu de l'ennemi abhorré"), le premier traduit sans conteste, dans la forme de sa dénonciation même juste de l'hystérie anti-juive, le poids des mystifications anti-fascistes.

Mis à part les passages sur l'activité de la classe dans ces pays, l'adresse nous assène toute une série d'analyses, de déclarations contradictoires où le ton moralisateur le dispute à la confusion et qui éloigne encore plus le lecteur de la clarté revendiquée par les signataires. En particulier, à trop vouloir "démâquer" les intentions se-

(SUITE P. 2)

LE NOUVEL HOMME MALADE DE L'EUROPE

(SUITE DE LA P. 1)

pectives sont celles d'un pilotage au jugé, la bourgeoisie utilise au maximum ses dissensions internes pour tenter de faire de la crise un simple problème de fausses manoeuvres, et de ramener l'incapacité de la bourgeoisie devant la crise à une simple incompétence individuelle.

Si, d'un côté, on présente ces dissensions comme responsables de la situation de plus en plus catastrophique de la France en général, celles-ci n'en sont pas moins le reflet de l'incapacité de la bourgeoisie, par leur existence même. En effet, dans la période où le capitalisme peut encore se développer, les dissensions entre les fractions de la bourgeoisie n'interviennent qu'à un faible niveau dans l'évolution économique. Dans la période ouverte en 1914, la crise politique de la bourgeoisie est particulièrement violente avec l'accélération de la crise économique permanente : les moments de "crise dans la crise" voient l'exacerbation de la concurrence et, avec elle, le développement de divergences d'intérêts entre fractions de la bourgeoisie. Ces dissensions prennent alors la dimension des enjeux en présence, ceux pour qui le moindre marché pakistanaïse devient une affaire d'Etat. Les partis de la fraction gaulliste, nés dans l'euphorie de la reconstruction d'après-guerre, avaient développé ce que l'on pourrait appeler "une certaine idée de la France". Avec une France désormais dans la même situation que le plus "minable" des pays européens - à comprendre le Portugal par exemple - cette image s'est ternie considérablement : pour les techniciens de la crise au pouvoir, il ne reste plus, dans le magma en déroute qu'est l'UDR, qu'à accommoder les restes. Et, derrière "le meilleur économiste de France" qu'est Raymond Barre, le gouvernement place l'UDR Olivier Guichard. Un UDR de prestige remplace celui qui était usé, et c'est là l'une des obligations nées de la situation du gouvernement actuel : il ne peut "gouverner" sans la majorité qui l'a élu.

Parallèlement à la crise politique et d'une manière plus pernicieuse pour la bourgeoisie, se développe la crise économique. Crise politique et crise économique se développent, l'une par l'autre, tout en ayant des expressions différentes mais complémentaires : ainsi, l'économiste appelé à remplacer le politicien Chirac est considéré d'emblée comme l'homme anti-inflation ou, aussi, comme le "chevalier de l'austérité" mais, surtout, comme l'homme au-dessus des partis. De la même façon que la bourgeoisie a tendance à nier aux dissensions politiques une origine dans les contradictions économiques du capitalisme, elle tente de donner aux problèmes économiques une solution uniquement économique, située au-dessus des partis... En fait, la première manifestation de la crise politique a été la "crise du franc", de même que la crise économique s'est révélée, à travers les mesures à prendre, par un cliage plus marqué dans "la majorité". Ainsi, crise politique et crise économique ne sont que deux expressions des contradictions d'un capitalisme arrivé au bout de ses perspectives.

crise économique et dépendance nationale

Les problèmes du franc en mars avaient déjà inquiété la bourgeoisie française : il lui a fallu rompre avec les accords européens et quitter "le serpent". Le franc flottant a ensuite baissé au rythme de la détérioration de l'économie française par rapport à celle des autres pays, pour atteindre, à partir de juillet, son niveau le plus bas : une dévaluation de 11 % par rapport au deutschemark et au dollar, de 13 % par rapport au franc suisse. Le franc a suivi l'économie française dans son déclin.

La "crise du franc", conséquence de la crise générale du capitalisme, a aussi contribué à aggraver les effets de cette crise. Ainsi, chaque fois que le franc perd 1 % par rapport au dollar, la facture des importations pétrolières augmente de 500 millions de francs. Les 5 milliards de francs de déficit prévus pour 1976 en étaient déjà, le 22 juillet, à 7 milliards.

Les prix ont eux aussi augmenté d'une manière considérable, à un taux de 12 % au second semestre 1976, d'après les chiffres de l'OCDE. Pour le seul mois de juillet, les prix avaient augmenté de 1,2 % (indice CGT). Le chômage, atteint maintenant 4,3 % de la population active en juin et ne va cesser d'augmenter avec la fin de la pseudo-reprise inaugurée en septembre 75 par le fameux "plan de relance". Face à la flambée des prix, les salaires n'ont augmenté que de 8,4 % depuis le début de l'année.

En cela, la France rejoint les pays déjà minés par la crise, les partis de gauche comme les partis de droite ne manquent pas de clamer la crise des autres pays, les premiers pour expliquer préventivement les mesures qu'ils prendront quand ils seront au pouvoir - la crise, alors, proviendrait de la contagion des autres pays -, les seconds pour atteler le sort français au sort commun. Ainsi, consolation des "pauvres", les prix ont augmenté de 16,3 % en Italie, de 14,7 % en Grande-Bretagne, de 9,2 % au Canada...

Dans la débâcle générale, les deux blocs impérialistes ont malgré tout mieux réussi à se maintenir à la surface. Derrière leur réussite relative, les pays les plus attaqués par la crise viennent se réfugier dans un ultime espoir de reprise future. La France est désormais de ceux-là, laissant les velléités d'indépendance nationale aux nostalgiques d'une époque révolue. Le but du gouvernement, à travers la lutte contre l'inflation considérée comme le problème numéro un, est d'arriver au niveau des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon. Le projet est ambitieux et impossible puisqu'il supposerait l'abolition des lois de l'impérialisme, mais il montre au moins une chose, en clair : c'est la nécessité pour la France en crise de venir renforcer le bloc atlantiste. Le choix du nouveau gouvernement et en particulier de Raymond Barre connu tout autant pour son atlantisme que pour sa "compétence d'économiste" ne fait que donner corps à ce projet. Le départ de Chirac marque un pas de plus vers la fin des conceptions utopistes de l'indépendance française chères à une bonne partie de l'UDR et, aussi, au PCF. Le PCF proteste, après avoir tenté un rapprochement là-dessus avec l'UDR, mais sans succès, contre le nouveau gouvernement : "C'est un véritable dispositif de guerre contre le pouvoir d'achat des travailleurs et l'indépendance du pays" (*L'Humanité*, 28.8.76).

austérité

dans l'anarchie capitaliste

La lutte contre l'inflation suppose, d'abord et avant tout, l'application d'une politique visant à supprimer toute forme de gaspillage dans l'utilisation des quelques ressources du capitalisme.

Du point de vue de la rationalisation du capital, l'objectif du gouvernement a été ainsi énoncé par Debré, baron du gaullisme et soutien du gouvernement actuel : "Réapprendre à la nation qu'elle ne peut dépenser plus qu'elle ne produit, que l'épargne doit d'abord servir à l'investissement industriel productif et créateur d'emplois, que l'on ne peut durablement emprunter à l'étranger pour équilibrer sa balance et qu'il faut donc exporter, voilà qui suppose un grand effort de la part de tous, mais d'abord de ceux qui nous dirigent." (*Le Monde*, 28.8.76).

Toute politique d'austérité s'attaque d'abord, dans une période où le prolétariat n'est pas battu, aux profits des capitalistes, mais, bien sûr, très modérément. Les réticences de Chirac dans l'adoption d'une mesure aussi infime de rationalisation que celle de la loi sur les plus-values, ont largement contribué à précipiter son départ. Cette loi n'est qu'une première tentative du gouvernement pour aller dans le sens d'une plus grande intervention de l'Etat sur la marche et les profits de l'économie française, et, en même temps, le développement de l'industrie d'armement. Le budget de 77 sera un budget d'austérité mais, proportionnellement, celui de l'armée sera augmenté. Ceux qui seront surtout touchés par les mesures d'austérité seront les capitalistes de fai-

ble dimension et les petits propriétaires. Le PCF qui, par ailleurs, est le défenseur du capitalisme d'Etat le plus acharné, est, dans ce cas, le premier à protester. Démagogie oblige !

Dès la nomination du gouvernement Barre, la CGT lui a proposé son plan anti-inflation en cinq points, dont trois vont dans le sens du capitalisme d'Etat : réduction des marges bénéficiaires des grandes sociétés, création d'un impôt sur le capital, contrôle du crédit et des changes. Ces propositions rejoignent celles du PCF qui attribuait aux 25 trusts traditionnels la responsabilité de l'inflation et qui insistait surtout sur un point : pour les capitalistes français, le souci de l'économie nationale doit passer avant les intérêts capitalistes privés. Et le PCF était ainsi le parti le plus virulent contre les spéculateurs. Les mesures que va prendre le gouvernement actuel seront d'autant plus des demi-mesures pour tenter de rationaliser un système qui, par nature, suppose l'anarchie de la concurrence, le chacun-pour-soi des intérêts capitalistes, nationaux ou pas.

De plus, si, dans un premier temps, et superficiellement, ce sont les capitalistes qui verront leurs revenus réduits par des impôts, ces ponctions seront ensuite étendues, dans la mesure du possible, aux salaires ouvriers. Donc, les mesures d'austérité qui prétendent frapper les capitalistes, seront en même temps des mesures d'austérité pour la classe ouvrière, ou plutôt des mesures pour renforcer une austérité que la classe ouvrière subit depuis plusieurs années déjà. C'est pourquoi le mot d'ordre de faire "payer les riches" est complètement déplacé : d'abord parce que les "riches" ne sont pas une classe sociale, ensuite, parce que la richesse des capitalistes ne provient que de la plus-value extraite du travail des ouvriers.

l'austérité

derrière les élections

L'austérité frappera aussi, et surtout, de manière directe, la classe ouvrière. La poursuite de la hausse des prix, quoi qu'en dise Raymond Barre, l'augmentation des impôts vont faire de l'austérité le lot quotidien des travailleurs. Ceci dans un contexte, où, pour travailler à une reprise hypothétique, la productivité sera augmentée par une augmentation de la durée du travail.

Mais le gouvernement n'aura carte blanche dans ce sens que si les travailleurs acceptent l'austérité. Le patronat français, tout en saluant les syndicats allemands, suédois et anglais qui, eux, ont accepté un blocage ou même une limitation des salaires, appelle à la prudence. Ceyrac ne se dit pas prêt à négocier, la situation lui semblant bloquée par les échéances électorales. A Chirac qui avait parlé d'une politique contractuelle, en juillet, la CGT et la CFDT avaient répondu que "les travailleurs ne feraient pas les frais d'une politique d'austérité". Le nouveau gouvernement à peine installé, les syndicats de demandaient déjà à négocier : la CGT proposant ses cinq mesures anti-inflation, la CFDT exigeant que les syndicats soient considérés comme les seuls interlocuteurs valables des travailleurs : "Nous voulons savoir si Raymond Barre considère les syndicats comme des interlocuteurs naturels et obligatoires ou bien si, à la manière gaulliste, il va tenter de passer par-dessus les organisations de travailleurs en s'adressant directement au peuple". (*Le Monde*, 29/30 août 76). Donc, une fois de plus, les syndicats négocient plus le fait d'amener le gouvernement et le patronat à négocier que de "négocier" réellement. Le ferait-il qu'il ne pourrait rien obtenir, et il le sait...

Cette prudence des partis de gauche et des syndicats par rapport à la classe ouvrière s'explique en bonne partie par la nécessité de maintenir leur crédibilité sans hypothéquer les perspectives électorales futures : les municipales de 77 et les législatives de 78. Le patronat et les partis au pouvoir font le même calcul mais, eux, ne peuvent prétendre influencer sur la classe ouvrière. En insistant sur les chances électorales

de la gauche pour justifier son élargissement de la majorité, Giscard d'Estaing fait de ces élections l'objectif numéro un, après la lutte contre l'inflation bien sûr. Ainsi, si les élections sont venues en juin en Italie comme produit des manoeuvres du PSI et contre la volonté des deux grands partis PC et DC qui souhaitaient une évolution progressive du gouvernement, les élections françaises de 78 joueront jusqu'à l'échéance un rôle important de modérateur et de maintien de l'ordre contre la classe ouvrière. Les élections cantonales de 76 ont déjà donné le ton à la campagne électorale permanente qui va durer deux ans. Comme pour les cantonales, la gauche va développer toute une publicité d'ordre personnel autour de chaque campagne. Mais, ce qui, aux USA, est publicité électorale autour d'un homme candidat à la présidence, n'est en France, qu'une singerie dérisoire : en France, il ne s'agit même pas d'un futur président de la république, mais d'un simple strapontin dans le canton le plus perdu de la Lozère !

Pendant ce temps, l'entrée dans l'austérité se fera de plus en plus profonde, et les syndicats tenteront d'endormir la classe ouvrière autour de promesses et de tromperies habituelles. Les partis de gauche promettent, eux aussi, le "progrès social" pour peu que les travailleurs aient la patience d'attendre deux ans, jusqu'aux élections. Les trotskystes seront prêts, eux aussi, à appuyer, mais, bien sûr, de façon critique, la politique de la gauche. Il n'y a qu'à lire l'approbation par *Rouge* des cinq mesures anti-inflation proposées par la CGT pour en être convaincu (cf. *Rouge* du 29.8.76). Si le gouvernement actuel n'est pas approprié pour mystifier la classe ouvrière, il dispose d'une circonstance particulièrement favorable : les élections et l'aide des partis de gauche pour faire attendre à la classe ouvrière des "jours meilleurs". Mais, au bout de cette attente, après un changement sans bouleversement, il n'y aura tout simplement, pour la classe ouvrière, rien de plus qu'encre plus d'austérité mais sous un gouvernement de gauche.

N. M.

publications du c.c.i.

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St. (USA)
P.O. Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME (Belgique)
B.P. 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggiaro
Casella Postale 85/6
35100 PADOVA

WORLD REVOLUTION (Grande Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
B.M. Box 869
LONDON WC IV 6XX

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de Province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Rouen, Toulouse.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le samedi 11 septembre, à 17 h., au 27, avenue de Choisy (premier étage) Paris 13ème, sur le thème : la crise politique en Europe. Les permanences ont lieu tous les samedis, sauf celui de la réunion ouverte, à 17 h., au même endroit.

Pour tous renseignements concernant les autres réunions ouvertes et permanences des sections de province, écrire à : R.I., B.P. 219; 75827 Paris Cedex 17.

U.S.A

LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX LE COUTEAU SOUS LA GORGE,

LES SYNDICATS OBTIENNENT... DES REDUCTIONS DE SALAIRES

Le SYSTEME CAPITALISTE MONDIAL -à l'Est comme à l'Ouest- affronte les difficultés d'une crise économique jamais vues depuis les années 30. Stocks d'inventus, baisse rapide de la production, effondrement des profits, taux de chômage gigantesque, inflation galopante, crise monétaire, sont les manifestations évidentes du retour d'une crise de surproduction ouverte et généralisée.

Face à cette crise qui ne fait que commencer et qui ne peut que s'approfondir, les patrons, les politiciens et les bureaucrates, les syndicats dans tous les pays ne peuvent réagir que par un seul moyen : tenter de faire accepter à la classe ouvrière des sacrifices pour payer la crise que le système capitaliste ne peut résoudre. De New York à Moscou, de Pékin à Paris, de Varsovie au Caire, l'attaque contre la classe ouvrière a commencé et le niveau de vie de ceux qui produisent la richesse sociale est systématiquement rogné.

Aux Etats-Unis, au prix d'une exploitation accrue et de la réduction du niveau de vie de la classe ouvrière, les politiciens, la presse et les économistes ont pu reparler de prospérité... prospérité pour le business américain, prospérité avec 8 MILLIONS DE CHOMEURS !

A New York, la classe ouvrière est désormais le dos au mur. Le contrat que le Gouverneur, l'Emergency Financial Control Board et le syndicat des travailleurs des transports (Transit Workers Union) ont signé sur le dos des ouvriers des transports new-yorkais a clairement dévoilé ce qui attend chaque travailleur (Rassurés par le désarmement des ouvriers par le TWU, les responsables sont maintenant assez optimistes sur le fait que le reste des employés municipaux -avec l'aide des autres syndicats- se pliera à leur demande de se serrer la ceinture, de travailler plus et aux licenciements). Le TWU a accepté un contrat qui satisfait pleinement les exigences de la résolution du Financial Control Board définissant la politique des accords avec les travailleurs de la ville : toute augmentation générale des salaires comme tout accroissement des primes sont interdits ; aucune augmentation ou réajustement par rapport au coût de la vie ne seront permis sans que le Control Board n'ait donné son accord sur le fait qu'ils sont entièrement justifiés par "des gains de productivité ou autres économies" -économies qui doivent venir s'ajouter à celles déjà réalisées par les patrons par les licenciements massifs et l'exploitation accrue prévus par le plan d'austérité de la ville ; finalement, tout contrat doit inclure un mécanisme pour réduire les coûts salariaux et les primes. Le New York Times a résumé triomphalement mais correctement la situation : "Le syndicat des transports a obtenu un résultat : rien".

Theodore Kheel, le porte-parole du libéralisme qui a aidé le Control Board à planifier son assaut contre la classe ouvrière, a défini la formule : "un pas important pour lier étroitement les salaires à la productivité". Au cas où ce qu'il a dit ne serait pas clair, un responsable municipal anonyme l'a exprimé plus crûment : "Les travailleurs des transports seront désormais des travailleurs aux pièces. Plus vite ils nettoieront les voitures du métro, plus ils seront payés". Le TWU a aidé à pré-

parer le terrain pour le retour au bagne et la réintroduction d'une discipline militaire. Dans la période de décadence capitaliste, c'est la seule chose que les syndicats puissent faire!

Ce n'est pas là une simple trahison de Mat Guinan et de la direction du TWU. Victor Gotbaum, chef du Conseil de District 37, dont le contrat expire maintenant, affirmait déjà que les syndicats peuvent s'accommoder des règles du Control Board. Ce n'est même pas là une question de mauvaise direction du syndicat ou une affaire de bons ou de mauvais chefs qui pourrait se résoudre par une élection d'une équipe de bureaucrates plus "militants". A l'époque où le capitalisme ne peut plus accorder de réformes durables, à l'époque où ses propres contradictions rendent impossible toute prospérité, à l'époque de la crise permanente, ce n'est pas à cause des mauvais chefs que les syndicats ne prennent pas part aux luttes ouvrières -sauf pour les diluer, les détourner et les défaire. Au contraire, c'est parce que les syndicats sont des organisations de compromis et de négociation -alors que le compromis signifie la défaite et la négociation la soumission- qu'ils sont totalement incapables, en tant qu'organisations, de servir les intérêts de la classe ouvrière ; et c'est pour cette raison que leurs chefs s'avèrent être toujours de mauvais chefs ! Les syndicats aujourd'hui sont partie intégrante de l'APPAREIL GOUVERNEMENTAL et ont pour seule fonction de faire ACCEPTER aux ouvriers les exigences d'un système qui impose une exploitation accrue et une baisse de leur niveau de vie.

Aujourd'hui, qui dit réformes dit SACRIFICES : qui dit élections dit AUSTERITE : qui dit syndicats dit SOUSSION !

Mais tandis que les patrons, les gouvernements et les syndicats ont commencé leur attaque, la classe ouvrière -à l'échelle mondiale- a déjà commencé à résister à l'assaut de son ennemi de classe ; c'est là la véritable signification des grèves sauvages qui ont surgi en Espagne, en Italie, en Chine, en fait, dans le monde entier. Cette résistance est le point de départ du combat contre les sévères plans d'austérité que le système capitaliste doit tenter d'imposer à la classe ouvrière. Pour que cette résistance soit efficace, elle doit prendre la forme d'une lutte indépendante des syndicats et dirigée contre eux. Pour que cette lutte l'emporte, elle ne doit pas être limitée à un secteur de la classe ouvrière, à une ville, ou même à un pays, elle doit devenir une lutte internationale de la classe ouvrière mondiale. La seule lutte REALISTE pour une amélioration du niveau de vie est celle qui devient une lutte politique pour la destruction du gouvernement capitaliste, de ses partis politiques et de ses syndicats ; une lutte qui a pour objectif l'abolition du salariat.

Les lignes de bataille se dessinent et le besoin de clarté sur les tâches politiques qu'impose la crise mondiale à la classe ouvrière devient de première importance. Ces tâches, la gravité de la situation actuelle, et les perspectives pour les luttes à venir, sont définies dans le Manifeste du Courant Communiste International accompagnant ce tract.

Eté 76
INTERNATIONALISM

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros
du journal et 4 numéros de la
"Revue Internationale" :
France 40 F
Etranger 60 F
Hors d'Europe par avion 80 F

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33
Abonnements
1 an (12 numéros)..... 20 F
6 mois (6 numéros)..... 10 F

ESPAGNE 36 : triomphe de la contre-révolution

Dans le numéro 27 de notre journal, l'article "Derrière le Front Populaire : la guerre", s'est attaché à démontrer que, loin de constituer une "victoire" de la classe ouvrière, ne fût-ce qu'un "petit pas progressif" comme l'affirment les gauchistes, la montée de la gauche qui se réalisait par la création du "Front Populaire" n'exprimait, à la fin des années 30, que la profondeur de la contre-révolution, l'alternative bourgeoise fascisme-antifascisme constituant le tremplin qui allait permettre au capital de projeter l'humanité dans la seconde guerre mondiale.

C'est cette même réalité : cours mondial vers la guerre, nature profondément bourgeoise et rôle contre-révolutionnaire des "fronts populaires" et de la lutte "antifasciste", qu'illustrent de façon encore plus tragique les événements d'Espagne.

Des années 31 à 37, à partir de la proclamation de la République en passant par la création du "Front Populaire", le prolétariat en Espagne va voir son peu de force être diluée dans la marée "démocratique", "républicaine", "antifasciste" et va se retrouver embrigadé derrière le drapeau de l'impérialisme.

L'écrasement des toutes dernières forces du prolétariat international que détenait le prolétariat en Espagne allait ouvrir de façon définitive les voies royales de la seconde guerre mondiale.

la tragédie du prolétariat en Espagne

Les années 30 à 39 sont les années de préparation à la guerre qui s'effectue sur les cendres de la vague révolutionnaire surgie contre la première guerre mondiale. Partout dans le monde, le prolétariat est brisé, défait, pris dans l'engrenage capitaliste et soumis à l'hystérie nationaliste qui l'amène inexorablement vers la guerre.

La pénétration, en 1931, des armées japonaises en Mandchourie constitue l'un des tout premiers épisodes de cette seconde guerre mondiale mais, dans le contexte international, l'Asie ne pouvait jouer le rôle d'épicentre des rivalités inter-impérialistes, c'est l'Europe qui va être le creuset de la guerre et de sa préparation.

De par sa situation géo-politique fermant une face de la Méditerranée d'un côté, ouvrant les voies sur l'Atlantique et l'Afrique de l'autre, et assise aux portes de l'Europe, l'Espagne offrait le terrain idéal où les tensions impérialistes exacerbées par la crise allaient s'affirmer, surtout pour l'impérialisme allemand et italien qui cherchait à s'assurer une place forte en Méditerranée et à accélérer le cours vers la guerre.

De plus, les structures internes de l'Espagne, archaïques et profondément ébranlées par la crise, offraient elles aussi un terrain extrêmement favorable qui allait permettre à la guerre mondiale de s'y engouffrer sur le cadavre du prolétariat par le biais de la lutte fascisme-antifascisme préparée par la lutte républicaine-monarchie. La conjonction de ces deux situations, la situation mondiale et historique et de la situation interne donne la clé qui peut seule permettre de comprendre les événements d'Espagne.

Encore aujourd'hui, beaucoup pensent et disent, les gauchistes et la gauche en général, qu'une intervention de la France et de l'Angleterre dans la guerre d'Espagne aurait permis d'enrayer l'avance des forces fascistes en Europe et d'enrayer le processus menant à la guerre. La seule chose les en ayant dissuadés était la peur de leur propre classe ouvrière et de la classe ouvrière espagnole. Cela est, bien entendu, entièrement faux, car la seule force capable d'enrayer le cours général vers la guerre : la classe ouvrière mondiale, gisait sur le sol, défaite par la contre-révolution. En fait, si la France et l'Angleterre ne sont pas intervenues directement dans la guerre d'Espagne, cela voulait seulement dire qu'elles ne s'étaient pas encore décidées à entrer en guerre, comme le montre le traité de Munich et leur politique d'armement tardive. En fait, c'étaient les fractions de gauche du capital qui étaient les plus résolues à la guerre car n'étant pas liées à des intérêts particuliers, elles avaient une vision plus globale des intérêts du capital national.

Ce que beaucoup aujourd'hui appellent "la révolution espagnole", nous l'appellerons, nous : la tragédie du prolétariat en Espagne. Jamais l'écrasement du prolétariat et la guerre ne se sont tant confondus : les deux camps de la contre-révolution fascistes d'un côté

et antifascistes de l'autre, étaient l'expression des deux camps impérialistes. Le choix de l'un ou de l'autre camp ne pouvait qu'aboutir à l'embrigadement dans la seconde guerre mondiale.

Seule, en Espagne, subsistait une fraction du prolétariat mondial qui n'avait pas encore été écrasée à cause de sa non-participation à la première guerre mondiale. Avec la réapparition de la crise dans les années 30, elle va engager la lutte. Malheureusement, c'est un combat sans issue, isolé et sans perspectives révolutionnaires dans un cours mondial de contre-révolution ; la classe ouvrière espagnole ne va lever la tête que pour se la faire couper par ceux-là mêmes qui se prétendaient ses amis.

Beaucoup pensaient à l'époque, en particulier les trotskystes de gauche, que la lutte du prolétariat en Espagne constituait un renouveau, un nouveau souffle de la révolution mondiale alors qu'elle ne constituait que le dernier sursaut du prolétariat international exsangue.

Dans ce contexte mondial, l'histoire du mouvement ouvrier en Espagne ne pouvait donc être que l'histoire de son embrigadement et de son écrasement.

la montée de la guerre prévient et annihile la montée du prolétariat

Toutes les argumentations se sont succédées et entrecroisées pour expliquer et défendre ce qui, du point de vue de classe, était indéfendable : le soutien d'une fraction, soi-disant plus "progressiste" de la bourgeoisie. Cette défection du terrain de classe s'est réalisée dans un premier temps par le soutien de cette fameuse "république" qui n'eut rien à envier, pas plus que le front populaire, plus tard, aux équipes franquistes en matière de répression des luttes ouvrières. "La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise qui a été réalisée il y a plus d'un siècle dans d'autres pays comme la France, et nous, communistes, sommes des combattants de première ligne dans la lutte contre les forces obscurantistes du passé." (P.C.E. : "Mundo Obrero", 30/7/1936).

Voilà comment les forces du capital expliquaient dans un flot de démagogie l'avènement de la "république" et du "front populaire". Ce raisonnement fut l'alibi théorique de tous les crimes qu'ils perpétrèrent contre le prolétariat. Cette vision était d'autant plus trompeuse du fait qu'elle avait pour objet l'Espagne et pour langage une phraséologie marxisante.

Dans la période de décadence capitaliste, il ne saurait y avoir de révolution nationale bourgeoise ou de fractions bourgeoises plus progressives que d'autres. La seule progression dont le capital soit encore capable aujourd'hui est une progression dans la barbarie. Il n'est d'ailleurs pas curieux de constater que le mythe de la possibilité d'une révolution bourgeoise s'accom-

(SUITE P. 4)

ESPAGNE 36 : triomphe de la contre-révolution

(SUITE DE LA P. 3)

pagne, chez ceux qui le défendent, du mythe de la possibilité de la révolution prolétarienne en un seul pays. Ainsi, ceux qui appelaient le prolétariat espagnol à l'"union nationale" pour la lutte antifasciste et la "révolution démocratique" étaient les mêmes qui appelaient le capitalisme d'Etat de la Russie stalinienne : socialisme.

De 1930 à 1937, c'est une logique implacable qui va gouverner les événements. Nées du terrain social et économique, en réponse à la crise, les luttes ouvrières vont se faire dévoyer sur un terrain politique bourgeois, celui de "la République" contre "la Monarchie", le "fascisme" contre la "démocratie" ; le prolétariat va être entièrement désarmé politiquement et écrasé militairement. L'avènement de la "République" et la montée de la gauche va être la réponse capitaliste à la montée prolétarienne.

Dans les années 29-30, dépourvue de base de manœuvre sur l'échelle internationale avec une économie extrêmement faible, le capitalisme espagnol va subir très durement le choc du retour en force de la crise mondiale du capitalisme. Dans ces conditions, la résurgence du mouvement ouvrier ne pouvait absolument pas être évitée et la fraction de la bourgeoisie en pleine déliquescence qui était alors au pouvoir n'avait aucun moyen de lui faire face.

La dictature militaire de Primo de Rivera, instaurée en 1923, est incapable de contenir l'avance prolétarienne produite par la crise en 1930. Pour ne pas provoquer de brèche sociale par laquelle risquerait de s'engouffrer le mouvement ouvrier, le changement d'équipe au pouvoir va se réaliser à froid par le biais de simples élections. Le 14 avril 1931, devant la menace prolétarienne qui se précise de jour en jour, particulièrement devant la menace de grève des cheminots, la bourgeoisie se décide à offrir la tête de Berenguer et du roi Alphonse XIII qui abdiquera sur les conseils de ses plus proches : le général Sanjurjo, commandant de la Garde civile et du conseiller du roi, un des plus gros propriétaires fonciers d'Espagne.

Pour comprendre la suite des événements, il est important de voir comment ce que les camarades de "Bilan" appelleront "la grande manœuvre républicaine" (1) s'est préparée au sein même de la dictature militaire de Primo de Rivera.

En effet, cette dictature avait pour tâche principale de maintenir l'ordre social mais dans une période de calme qui ne pouvait de toute évidence pas durer. C'est donc à partir de là que va se préparer la relève républicaine. Le parti socialiste d'Espagne et son organe syndical, l'U.G.T., collaborent avec Primo de Rivera. Le secrétaire général de l'U.G.T., Largo Caballero, auquel la contre-révolution offrira une riche carrière politique puisqu'il finira avec des positions gauchistes, est lui-même conseiller d'Etat. La plus large partie de la C.N.T., elle-même représentée par Angel Pestaña, se prononce pour un travail au sein des "comités prolétariens", organes "d'arbitrage" obligatoires des conflits ouvriers.

En août 1930, sentant le vent tourner, les diverses forces républicaines et socialistes organisent une conférence, à laquelle assistent comme observateurs deux membres de la C.N.T., destinée à élaborer le "pacte de San Sebastian". Contrairement à ce qu'affirment tous ceux qui disaient et qui disent encore qu'il fallait soutenir la "République démocratique" parce qu'elle faciliterait le mouvement ouvrier et que, de toute façon, elle représentait un moindre mal et, "à sa manière", une victoire de la classe ouvrière, on voit très bien qu'elle est née pour prévenir et contenir les luttes de la classe ouvrière. Les mois qui suivent offriront une preuve encore plus sanglante de la nature contre-révolutionnaire de cette république.

La république proclamée, malgré le calme social qu'elle maintient pour quelques mois, rien n'est réglé, car la crise est là, de plus en plus profonde. Le chômage et les prix, dans cette Espagne misérable, ne font qu'augmenter, ce qui s'accompagne de mouvements de grève de plus en plus fréquents et durs. Le gouvernement "républicain et socialiste" va donner la véritable mesure de sa nature, la répression s'abat violemment, faisant des centaines de morts et de blessés parmi les ouvriers. C'est de cette répression que naîtra le fameux mot d'ordre du "socialiste" Azaña : "Ni blessés ni prisonniers, tirez au ventre !".

Cette répression sanglante des luttes ouvrières, effectuée au nom de la démocratie, va durer deux années. Elle va avoir unedouble conséquence : elle va premièrement permettre aux forces de droite de s'organiser et elle va essouffler la coalition gouvernementale. En 33, les élections vont donner la majorité à la droite. Une partie du Parti Socialiste, très déconsidéré par la répression dont il s'est fait l'agent, va en profiter pour opérer un tournant à gauche. Ce tournant à gauche est particulièrement illustré par la personne de Largo Caballero, d'abord conseiller d'Etat durant la dictature de Primo de Rivera, ministre du travail durant le gouvernement républicain, il va maintenant s'essayer à la phraséologie révolutionnaire, à tel point qu'il se laisse appeler "le Lénine espagnol".

Ce retour de la droite au gouvernement n'exprime pas un revirement de la situation car la classe ouvrière est encore combative, comme elle va le prouver, et la bourgeoisie de droite, incapable de la contenir. Quand, par exemple, en 33, les forces de gauche, parti socialiste en tête, appellent à la grève générale, elles ne se doutent pas que la grève va prendre une ampleur formidable dans les mines des Asturies. Là, les ouvriers sont forts parce qu'ils se battent contre l'exploitation capitaliste sur une base de classe et non pas pour des chimères démocratiques, noyés dans "le peuple". Il faudra 30.000 hommes avec chars et avions pour les écraser.

En fait, ce retour de la droite va permettre à la gauche de reprendre son souffle et de faire peau neuve dans une cure d'opposition et ainsi, de préparer l'avènement du futur "front populaire", dernière étape de la mystification anti-prolétarienne.

La préparation du front de guerre impérialiste, c'est-à-dire la nécessité d'annihiler toute possibilité d'autonomie prolétarienne, alors que les grèves se développent, est la réalité au sein de laquelle s'articule l'activité des organisations politiques de gauche. C'est en avril-mai 34 que les grèves prennent le plus d'ampleur, les ouvriers de la métallurgie à Barcelone, les cheminots et surtout, les ouvriers du bâtiment à Madrid, engagent des luttes très dures. Face à ces luttes, toute la propagande de la gauche et de l'extrême-gauche s'axe sur l'antifascisme, pour entraîner les ouvriers dans une politique de "front uni de tous les démocrates", véritable camisole de force pour le prolétariat. De 34 à 35, toutes les orientations, toutes les perspectives auxquelles sont soumis les ouvriers par un véritable matraquage idéologique, ce sont les élections, la mise en place d'un programme de front populaire, pour "faire face au péril fasciste".

Le 15 janvier 35, l'alliance électorale de front populaire est signée par l'ensemble des organisations de gauche ainsi que par les gauchistes trotskystes du P.O.U.M. Les anarchistes de la C.N.T.-F.A.I. eux-mêmes, pour qui la non participation et la dénonciation des élections furent toujours un principe absolu, ne mènent pas, pour la première fois, une campagne anti-électorale et abstentionniste. Venant des anarchistes, ce silence ne pouvait être qu'approbation et soutien. Ainsi, en février 36, le premier gouvernement de front populaire est élu, mais une nouvelle vague de grèves déferle sur

l'Espagne. Le gouvernement lance des appels au calme, demande aux ouvriers de cesser les grèves, disant que celles-ci font le jeu du fascisme ; le P.C.E., par la bouche de son secrétaire général José Diaz, ira jusqu'à dire que "des patrons provoquent et attisent les grèves pour des raisons politiques de sabotage". A Madrid où une grève générale éclate le 1er juin, la C.N.T. empêche tout affrontement véritable avec l'Etat en lançant ses fameux mots-d'ordre d'autogestion, particulièrement efficaces pour enrayer les luttes. Le mythe d'un aménagement possible avec l'Etat par une pseudo-démocratie ne pouvait que s'accompagner du mythe d'un aménagement possible de l'économie capitaliste par l'autogestion.

Se sentant assez fortes, les forces fascistes se lancent en juillet dans un "pronunciamento" parti du Maroc et dirigé par Franco qui, notons-le, a fait ses premières armes de général dans la république dominée par les socialistes. A ce moment là, le gouvernement de front populaire n'arrive plus à faire face à la situation car pour lutter efficacement contre le soulèvement militaire, il est obligé d'armer les ouvriers et cela, il ne peut s'y résoudre tant que le prolétariat n'est pas complètement embrigadé. Le gouvernement a bien plus peur des ouvriers que des militaires. Impuissant, il tente de négocier et de passer des ententes avec les fascistes plutôt que d'armer les ouvriers. Appuyées par l'Allemagne et l'Italie, les forces fascistes arrivent ainsi à gagner un tiers de l'Espagne.

Cette impuissance, cette instabilité politique du premier gouvernement de front populaire va durer jusqu'à fin 36, où un nouveau gouvernement de front populaire, plus à gauche encore, c'est-à-dire plus capable d'embrigader les ouvriers dans la guerre, se forme avec Largo Caballero à sa tête, gouvernement qui viendront rejoindre deux mois après les anarchistes de la C.N.T.-F.A.I.

A partir de ce moment-là, la classe ouvrière est complètement enchaînée à l'Etat bourgeois et entraînée dans la guerre ; sa dernière réaction aura lieu le 7 mai 37 à Barcelone. Se lançant dans une grève générale contre l'avis même des anarchistes qui appellent à la reprise du travail, les ouvriers seront mitraillés, fusillés, emprisonnés par ceux qui prétendaient les mener à la révolution.

Bien que les anarchistes se soient toujours défendus d'avoir eu une responsabilité quelconque dans ces massacres, leur rôle a été de cautionner par leur présence un gouvernement et un Etat sur qui les ouvriers se faisaient peu d'illusions.

Une partie des anarchistes était contre l'entrée de la C.N.T.-F.A.I. dans le gouvernement de front populaire sans comprendre que cette participation était dans la logique même de leur politique anti-fasciste, politique de front uni de tous les "démocrates", exploités et exploités. Le mouvement anarchiste et l'influence qu'il exerçait sur la classe ouvrière de par le ton radical de sa propagande, était indispensable au front populaire pour que celui-ci pût maintenir des illusions sur sa nature. Il est d'ailleurs frappant de constater que l'argument employé par les anarchistes qui étaient contre l'entrée dans le gouvernement, était simplement que celui-ci n'était pas assez anti-fasciste :

"L'existence d'un gouvernement de Front Populaire, loin de constituer un élément indispensable à la lutte antifasciste, correspond en réalité à une grossière imitation de cette même lutte" (Boletín de Informaciones, CNT, n°41, Septembre 1936).

L'autre fraction des anarchistes, la plus nombreuse, favorable à une participation gouvernementale était plus consentante et tirait toute les conclusions politiques de sa position antifasciste. Ecoutons un de leurs ministres :

"Tant sur le plan des principes que par conviction, la C.N.T. a toujours été anti-Etatiste et ennemie de toute

forme de gouvernement. (Voilà les principes, voyons maintenant la réalité !). Mais les circonstances ont changé la nature du gouvernement espagnol et de l'Etat. Aujourd'hui, le gouvernement, en tant qu'instrument de contrôle des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat ne représente plus un organisme qui divise la société en classes. L'un et l'autre opprimeront même moins le peuple maintenant que des membres de la C.N.T. y sont intervenus". (Frederica Montseny, 4 novembre 1936).

Nous passons sur l'aspect apologiste d'un Etat qui avait massacré les ouvriers et qui continuait. L'argument : "notre participation au sein de l'Etat change la nature de celui-ci", est en fait l'argument de toutes les fractions de la bourgeoisie et particulièrement celles de gauche ; ce fut entre autres, l'argument de la social-démocratie en Allemagne qui, en 1919, ne se gêna pas pour autant pour massacrer les ouvriers. Enchaîner les ouvriers à l'Etat bourgeois est un des rôles principaux des organisations de gauche du capital, ce sont les seules qui puissent encore faire croire par leur participation directe dans l'appareil d'Etat que celui-ci est "ouvrier" ou l'est "un peu" ou même représente seulement "un moindre mal". Rien de mieux en fait pour protéger le nerf vital de la société capitaliste des attaques prolétariennes. Quoi qu'il en soit, les anarchistes portent une lourde responsabilité dans le massacre des ouvriers espagnols. Qu'ils ne viennent pas nous dire aujourd'hui : "c'était un erreur" ; il y a des positions et des pratiques politiques qui, malgré les illusions que se font ceux qui les portent, ne peuvent être de simples erreurs mais qui sont tout simplement contre-révolutionnaires.

les assassins d'hier seront les assassins de demain

Hier, en Espagne, c'est au sein même de la vieille bourgeoisie monarchiste, sénile et impuissante à faire face à la situation de crise économique et sociale, que s'est préparée la relève "républicaine" et c'est au sein même de celle-ci que s'est préparée la relève des fractions les plus à gauche du capital pour entraîner le prolétariat dans la guerre. Dans un contexte mondial radicalement différent, dans un cours international de remontée de la lutte de classe, ce sont les vieilles armes que le capital produit et reproduit pour assurer son auto-conservation.

Ainsi, c'est au sein même du vieux régime franquiste que s'est préparé l'actuel régime aux couleurs démocratiques et c'est au sein de celui-ci que se prépare une montée des fractions encore plus à gauche.

Les événements d'Espagne dans les années 30 nous ont donné la mesure de ce qu'étaient réellement ceux qui se prétendaient démocrates en général, socialistes, "communistes" et même anarchistes, et qui, dans la pratique, ont été les défenseurs acharnés de l'Etat bourgeois et du capital national, les pires ennemis de la classe ouvrière.

Les enseignements des événements d'Espagne nous disent : pas d'union ou de soutien, critique ou pas, avec les assassins d'hier qui seront les assassins de demain.

"Gauche-droite, république-monarchie, appui à la gauche et à la république contre la droite et la monarchie en vue de la révolution prolétarienne : voilà les dilemmes et les positions qu'ont défendus les différents courants agissant au sein de la classe ouvrière. Mais le dilemme était autre et consistait dans l'opposition : capitalisme-prolétariat, dictature de la bourgeoisie pour l'écrasement du prolétariat ou dictature du prolétariat pour l'érection d'un bastion de la révolution mondiale en vue de la suppression des Etats et des classes". (BILAN, cf. Revue Internationale, n°4, page 13).

Prenat

(1) Bilan; organe entre 1933 et 38 de la Gauche Communiste d'Italie à l'étranger qui fut un des seuls groupes à défendre, au milieu de l'hystérie antifasciste, des positions de classe.

Les tâches présentes des révolutionnaires (3)

Au lieu d'essayer de comprendre de la façon la plus exacte possible les perspectives d'évolution de la lutte de classe afin de pouvoir orienter leur propre activité, ils sont conduits, en fin de compte, à définir ces perspectives de façon à justifier à chaque instant leur activité immédiate. Cette attitude les conduit à enfler l'importance de tel ou tel moment partiel de l'évolution de la situation : telle grève est le prélude à des affrontements décisifs entre la classe et le capital, telle escarmouche de l'affrontement constant et, certes, croissant entre blocs impérialistes, doit déboucher directement sur une troisième guerre mondiale. Mais le domaine où cette attitude s'applique avec le plus de constance est certainement celui de la fonction de l'organisation des révolutionnaires. Par exemple, chez un courant fortement imprégné d'immédiatisme comme le P.I.C., la surestimation de son influence et de son importance dans le déroulement présent de la lutte de classe se justifie par une sous-évaluation du rôle du parti au cours des affrontements révolutionnaires. En effet, obnubilé par la nécessité d'"intervenir", le P.I.C. tend à négliger et à mépriser la tâche beaucoup moins spectaculaire de l'édification systématique de l'organisation des révolutionnaires, à tel point, qu'au nom de l'"intervention", il tourne ostensiblement le dos à ce qui constitue à l'heure actuelle un des éléments fondamentaux de cette tâche d'édification : le regroupement des faibles forces communistes qui existent aujourd'hui dans le monde.

Pour les révolutionnaires conséquents, l'étude sans préjugés et la prise en compte des perspectives qui s'ouvrent devant la classe est comme l'air qu'ils respirent, c'est ce qui permet que leurs efforts présents soient une contribution effective à la révolution communiste et non des gesticulations stériles.

LES PERSPECTIVES GÉNÉRALES

Ce qui, dès le début du mouvement ouvrier, a distingué les révolutionnaires des réformistes, c'est que les seconds ne concevaient le prolétariat que comme une classe exploitée destinée à le rester éternellement alors que les révolutionnaires mettaient en avant le fait que celui-ci était également une classe révolutionnaire, sujet de la transformation radicale de la société, qui devrait abolir l'exploitation. C'est pour cela que les réformistes ne considéraient les luttes de résistance contre l'exploitation et pour des réformes dans le système qu'en elles-mêmes, comme unique possibilité pour la classe ("Le mouvement est tout, le but n'est rien" Bernstein) alors que les révolutionnaires insistaient au contraire sur le fait que ces luttes devaient se concevoir comme préparation à l'assaut décisif pour le renversement du capitalisme.

La première chose qu'il faut donc avoir en vue quand on se propose de préciser quelles sont, à tel ou tel moment, les tâches de l'organisation des révolutionnaires, c'est que celles-ci n'ont de sens que dans la préparation de cette étape fondamentale de l'histoire du prolétariat et de l'humanité que constitue la révolution communiste.

Cela peut sembler un sommet de banalité, mais justement cette idée est tellement élémentaire, "allant de soi" dès qu'on aborde la question qui nous occupe... qu'elle est bien souvent oubliée. Donc, l'ensemble de l'activité des révolutionnaires dans la période présente doit être guidée par cet impératif : faire en sorte que la classe aborde avec un maximum de préparation la période révolutionnaire qui vient, ce qui suppose, à la fois, que l'ensemble des masses prolétariennes aient acquis le niveau de conscience le plus élevé possible et que la classe ait pu se donner cet instrument fondamental pour le renversement du capitalisme : un parti révolutionnaire mondial capable d'affronter l'épreuve du feu que constitue une telle période, deux facteurs qui, s'ils s'entredéterminent mutuellement, n'en sont pas pour cela rattachés par un lien absolu et mécanique.

D'ici à la Révolution, les révolutionnaires devront donc conserver en ligne de mire cet objectif double :

- contribuer du mieux possible au processus de prise de conscience de la classe ;

- préparer et réaliser l'édification du parti,

et, compte tenu de ce qui a été par ailleurs dégagé concernant le rythme et les conditions du développement présent de la lutte de classe, on peut déjà établir que c'est dans une perspective à long terme que s'inscrivent leurs tâches actuelles. Afin de pouvoir définir avec plus de précision la nature de ces tâches, voyons un peu plus en détails le contenu de ces objectifs.

LA CONSCIENCE DE LA CLASSE

Du point de vue du niveau de conscience de l'ensemble des masses prolétariennes, la définition de ce qu'il peut être dans une période révolutionnaire permet d'embrasser d'apprécier l'ampleur et le caractère qualitatif de la progression que cette conscience doit encore faire.

Dans une période révolutionnaire, c'est l'ensemble de la classe, c'est-à-dire des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs, qui prend conscience de la nécessité et de la possibilité de détruire le capitalisme et, en premier lieu, de se saisir du pouvoir politique à l'échelle mondiale. Cela suppose le rejet des illusions sur une quelconque possibilité pour le capitalisme de se réformer, y compris sous la forme prétendument "socialiste" du capitalisme d'Etat. Cela suppose, par conséquent, la rupture claire et définitive avec l'ensemble des organisations de la contre-révolution, des agences du capital en milieu ouvrier que constituent les syndicats (y compris les plus "démocratiques") et les partis de gauche (y compris les plus "extrémistes" comme les gauchistes). La simple volonté de prendre les armes et de s'affronter violemment à l'Etat ne suffit pas dans ces moments. Bien qu'étroitement liées, la conscience et la combativité de la classe ne connaissent pas nécessairement un développement parallèle : l'histoire a maintes fois démontré, en particulier au cours de la guerre civile espagnole de 1936, que si la conscience s'accompagnait de combativité, cette dernière pouvait exister avec un niveau très élémentaire et arriéré de conscience.

Depuis 1968, les luttes de la classe ont fait preuve à certains moments un niveau élevé de combativité, en particulier en Italie, en Pologne et en Espagne, mais en même temps, elles se sont distinguées par la facilité avec laquelle la bourgeoisie a réussi à les détourner, les dévoyer et, finalement, les épuiser. Si, dans les moments de lutte décidée, il n'est pas rare de voir de nombreux ouvriers s'affronter directement aux syndicats et à la gauche (pensons à l'Italie en 69 ou au Portugal en 74), ce qui frappe dans l'évolution des luttes de ces dernières années, c'est l'énorme capacité du capitalisme à reconquérir, grâce à ses appareils de gauche, le terrain qu'il avait momentanément perdu. Nous avons déjà vu à quoi il fallait attribuer ce phénomène et nous avons vu également qu'une telle situation ne pouvait être dépassée qu'à travers tout un processus d'aggravation de la crise du capitalisme et de développement de luttes de résistance au cours duquel les armes de la bourgeoisie allaient s'épuisées progressivement cependant que le prolétariat allait forger les siennes. Le retard pris par la classe dans le développement de sa conscience eu égard à la gravité présente de la crise ne condamne pas son entreprise historique - la perspective reste guerre de classe et non guerre impérialiste - mais la comparaison entre son niveau de conscience actuel et celui d'une période révolutionnaire situe bien le chemin qu'il lui reste encore à parcourir.

Le faible niveau actuel de la conscience des masses prolétariennes, l'emprise qu'ont encore sur elles les mystifications "de gauche", imposent pour le moment des limites très étroites à l'impact que peut avoir sur les luttes présentes la propagande révolutionnaire. Toute conception de l'activité militante qui met d'emblée au premier plan la recherche d'un tel impact, d'une "efficacité" immédiate des révolutionnaires au sein de ces luttes, se condamne donc dans les faits à une inefficacité totale puisqu'en s'essouffant à courir derrière des objectifs encore inaccessibles, elle se prive des moyens de mener à bien l'autre aspect fondamental des tâches des révolutionnaires : la préparation et l'édification du parti prolétarien mondial.

LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

En ce qui concerne cet aspect de l'activité des révolutionnaires, là encore, une définition plus précise de ce que peut représenter ce parti permet de mieux situer l'ampleur du chemin à parcourir pour la classe et donc pour les révolutionnaires.

Il est certes difficile de donner dès aujourd'hui une image très précise de ce que sera ce parti, de la nature exacte de ses liens avec le reste de la classe. On ne peut pas définir ses caractéristiques à partir d'une identification avec les partis du passé et cela pour deux raisons : en premier lieu du fait des différences fondamentales déjà analysées, existant entre les conditions actuelles de la reprise révolutionnaire et les surgissements passés de la classe ; en second lieu du fait que la classe et le parti ne devront pas répéter aujourd'hui les erreurs du passé qui ont finalement conduit à l'échec de la Révolution. En particulier, le parti de demain devra se constituer et s'organiser à l'échelle mondiale avant même que la classe ne se soit lancée dans ses affrontements les plus décisifs.

En ce sens, elle devra dépasser ses faiblesses manifestées au cours de la vague révolutionnaire du premier après-guerre où elle ne s'est donné ce parti mondial, l'Internationale Communiste, qu'au moment même de ces affrontements et finalement trop tard.

C'est donc là une des premières caractéristiques du parti de demain : être une organisation mondiale, c'est-à-dire, existant dans les principales concentrations prolétariennes du monde, en particulier en Europe, en Amérique et en Extrême Orient. Qui dit parti, dit organisation ayant une influence réelle et directe sur les luttes de la classe, dont les prises de position et les analyses sont connues et discutées sur les lieux de production, jouissant d'une confiance non pas aveugle mais réfléchie et critique de la part des masses prolétariennes en effervescence. Cela suppose une organisation capable de se trouver en première ligne des luttes, d'impulser les principales expressions du mécontentement et de la combativité de la classe - grèves, manifestations de rue - de dégager la signification et de les orienter vers une préparation toujours plus grande en vue de l'objectif de destruction de l'Etat bourgeois et de prise de pouvoir à l'échelle mondiale. Cette capacité suppose elle-même que les membres du parti s'expriment à tous moments avec des orientations claires dans les assemblées ouvrières des principales entreprises, mais en premier lieu, que l'organisation

comme un tout ait l'aptitude tant pratique que politique d'assurer la présence d'un programme et de perspectives claires et cohérents au sein des luttes de la classe. Cela veut dire concrètement l'existence de publications théoriques régulières dans les principales langues du monde, amplement diffusées et lues parmi les éléments les plus conscients de la classe, l'existence, dans les pays où est implantée l'organisation de journaux publiés de façon fréquente (hebdomadaire ou même quotidienne), lus et discutés par une proportion significative des masses prolétariennes et pouvant être diffusés, quels que soient les obstacles que la bourgeoisie dressera devant cette activité, partout où sont concentrés des prolétaires.

Du point de vue politique, l'aptitude du parti à assumer sa fonction dans la classe passe par sa capacité à présenter des prises de position claires sur des problèmes qui se posent pour la première fois au prolétariat, les plus complexes et les plus graves qu'il ait jamais eu à affronter. Cela suppose, de la part du parti, une profonde assimilation des expériences passées de la classe, une longue pratique de réflexion et de discussion approfondies en son sein des problèmes qu'il aura rencontrés tout au long de son édification.

Quand on essaie de préciser les traits du futur parti de la classe on est donc pris par un certain vertige devant l'ampleur de la différence qui sépare d'une telle organisation les petits groupes révolutionnaires actuels, ne comptant que quelques dizaines de membres et quelquefois moins

que les doigts d'une main, diffusant à quelques centaines d'exemplaires au mieux de façon mensuelle un journal ou une revue que bien peu de travailleurs connaissent ou ont envie de lire. Face à une telle situation, l'attentiste conclura que ce n'est pas le peine d'avoir une quelconque activité militante : tout ce qui peut être entrepris aujourd'hui étant condamné à une totale inefficacité devant "l'apathie de la classe-pour-le-capital". L'immédiatiste de service, quant à lui, décidera que si les masses prolétariennes ne lisent pas la presse ou ne viennent pas gonfler les rangs de son organisation, c'est qu'elles n'ont pas eu la possibilité de la connaître et qu'il faut donc commencer par éditer des tracts à propos de tout et de rien, de coller quelques affiches et d'organiser quelques campagnes pour qu'une telle carence soit éliminée. Pour leur part, les révolutionnaires conséquents doivent en premier lieu analyser sérieusement la situation présente et prendre l'exacte mesure, tant des limites qu'elle impose à la classe et à leur propre activité que des potentialités qu'elle recèle et qu'il faut exploiter. Contrairement à ce que disent les attentistes, "il y a quelque chose à faire", mais, contrairement à ce que pensent les immédiatistes, pas tout et n'importe quoi.

les nécessités et les potentialités de la période actuelle

Au même titre que le retard et la lenteur indiscutables du processus de maturation de la lutte et de la conscience de la classe, la faiblesse numérique et organisationnelle des courants révolutionnaires constitue une limitation très importante à leur intervention et à leur impact dans la classe. Cependant, si le premier facteur est encore complètement indépendant de tout ce qu'ils peuvent faire, le deuxième dépend beaucoup plus étroitement de la façon dont ils conçoivent et mènent leur activité. Certes, l'importance numérique des groupes révolutionnaires est fonction du niveau général de prise de conscience de la classe, cependant, elle n'est pas uniquement déterminée par ce facteur. De même, si les difficultés qu'éprouvent ces courants à fonctionner comme organisations, et donc à faire face aux tâches qu'ils se fixent, sont en premier lieu le résultat de la rupture de la continuité organique avec les fractions communistes du passé, elles peuvent être partiellement surmontées par un effort conscient et décidé de la part des révolutionnaires qui les composent. En tout état de cause, et quelles que soient les possibilités d'un impact des idées révolutionnaires dans la classe, la condition première d'une intervention sérieuse des communistes au sein de celle-ci est l'existence d'une organisation solide capable de faire autre chose que de distribuer 3.000 tracts dans quelques usines d'une grande ville.

A l'heure actuelle, si on ne peut que constater le poids encore écrasant de l'idéologie bourgeoise sous ses formes "de gauche" et "gauchistes" sur la classe ouvrière, on peut tout de même observer l'apparition, dans la plupart des grands pays industriels, de groupes d'éléments qui, la plupart du temps de façon confuse et hésitante, s'approchent des idées communistes et, soit manifestent déjà le désir de s'intégrer dans une activité militante, soit, sans aller jusque là, sont prêts à assurer un soutien aux tâches révolutionnaires. C'est là une des manifestations de la reprise générale de la classe depuis 1968, provoquée par le développement de la crise aiguë du capitalisme. Cette crise et la réaction de la classe ont commencé à ébranler les piliers idéologiques de la société bourgeoise. Elles ont bousculé les certitudes sur la "prospérité illimitée" du capitalisme et sur "l'impossibilité de la révolution". Elles ont de plus en plus obligé la gauche à dévoiler son caractère capitaliste, et les gauchistes à se démasquer comme rabatteurs et chiens de garde de cette même gauche, déblayant ainsi le terrain pour un début de prise de conscience.

Cependant, si on assiste à l'heure actuelle à un renouveau d'intérêt pour les idées communistes, la plupart des éléments qui se sont dégagés des luttes ou que celles-ci ont amenés à prendre

TACHES PRESENTES DES REVOLUTIONNAIRES

(SUITE DE LA P. 5)

conscience, ont bien souvent été, après une période de tâtonnements et de recherche, hapés de nouveau par l'idéologie bourgeoise ou par la prostration. La cause de ce phénomène réside dans l'extrême confusion qui règne encore dans les milieux qui essayent de se dégager du gauchisme mais qui, de par la nature contre-révolutionnaire de celui-ci et donc son inaptitude à favoriser l'éclosion d'une pensée communiste et de par la rupture d'un demi-siècle de contre-révolution éprouvent les plus grandes difficultés à réassimiler les acquis de la gauche communiste. Ces éléments en quête d'une orientation révolutionnaire sont souvent "piégés" par ce milieu dans lequel règnent les vestales du "situationisme", les apôtres de cette version en vogue de l'attentionisme que constitue le modernisme, les restes réchauffés de l'idéologie conseilliste avec ses variantes anti-marxistes de "Socialisme ou Barbarie" et "Solidarity" et anti-organisationnelles de I.C.O. Quand ils se sont épuisés à essayer d'élucider les arcanes de ces idéologies ou à attendre la venue des masses qu'on leur annonçait pour tout de suite, il ne reste plus à ces éléments qu'à retrouver les fortes et confortables certitudes des groupes gauchistes ou à sombrer dans la démoralisation, le désarroi et le cynisme.

L'épreuve du feu que constitue la réalité de la crise et de la lutte de classe vient tour à tour à bout de ces courants de la confusion : en France, on a vu ainsi disparaître successivement "Socialisme ou Barbarie", "Pouvoir Ouvrier", "La Gauche Marxiste", "L'Internationale Situationniste", "Noir et Rouge", "Informations et Correspondances Ouvrières", "Le Mouvement Communiste", et une multitude d'autres petits groupes et cercles à l'existence encore plus éphémère. Cependant, telle l'Hydre de la légende, la confusion se redonne continuellement de nouvelles têtes et de nouvelles expressions idéologiques et organisationnelles : produit des tâtonnements vers une vision communiste, elle se reforme constamment comme obstacle au développement de cette vision.

C'est dans un tel cadre d'apparition d'éléments révolutionnaires et de domination de la confusion que s'insère aujourd'hui la tâche essentielle des groupes révolutionnaires qui se sont hissés à une vision claire et cohérente. De façon à contribuer à la lutte contre la confusion ainsi qu'à permettre à ces éléments d'évoluer vers des positions communistes et de s'intégrer à une activité militante, la nécessité la plus urgente réside à l'heure actuelle dans la constitution d'un pôle politique solide capable d'assumer la présence et la diffusion de ses analyses partout où de tels éléments sont capables d'apparaître. L'essentiel de la préoccupation des révolutionnaires doit donc être tournée vers le renforcement systématique de l'organisation, de ses capacités à prendre position de la façon la plus claire possible sur les problèmes auxquels la classe est confrontée, de développer une dénonciation impitoyable de toutes les mystifications qui pèsent sur elle. Ils doivent également se donner les moyens de diffuser cette propagande de façon plus sérieuse qu'à travers des feuilles volantes ou au cours de discussions de café s'ils veulent être autre chose que des dilettantes. Ils ont enfin pour responsabilité fondamentale d'oeuvrer dans le sens de l'unification autour d'un programme de classe cohérent des rares forces révolutionnaires qui existent aujourd'hui dans le monde afin que soit effectivement mis sur pied un pôle de clarté en lieu et place de leur division actuelle qui ne favorise que la confusion.

Nous avons donc vu dans cette partie quelle est la tâche aujourd'hui fondamentale des révolutionnaires, "ce qu'il faut faire"; nous verrons dans la dernière partie de cet article "comment le faire", de quels moyens doivent se doter les révolutionnaires pour faire face à cette tâche.

C. G.

UNE ADRESSE POUR LA CONFUSION

(SUITE DE LA P. 1)

crêtes de la classe dominante", et à jouer au plus fin avec les arcanes de leur politique, on est conduit à produire une analyse complètement fantaisiste de la nature des affrontements actuels au Moyen-Orient.

Ceux-ci sont présentés non pas comme une "guerre véritable", mais comme une "guerre de mise en scène théâtrale" destinée à préparer une paix qui serait voulue par les deux blocs impérialistes. Nous ne reviendrons pas ici sur les analyses faites dans notre journal sur la signification des massacres du Moyen-Orient et sur la façon dont les différents blocs y défendent leurs intérêts (cf R.I. n°27 et 28). Nous nous contenterons de faire brièvement apparaître le démenti que les faits apportent aux perspectives annoncées par l'adresse et de dégager l'absurdité des positions qui les sous-tendent.

L'adresse écrit (en mai) : "une solution de compromis de la crise libanaise ... semble aujourd'hui mûre" ; depuis le liban a connu ses combats les plus meurtriers depuis le début de la guerre et rien d'indique qu'ils s'achèment vers un compromis. Le texte annonce qu'une "victoire éclatante de Ford aux élections de 1976 est un problème préoccupant pour tous ses amis, de Moscou au Caire" ; depuis, l'URSS a fait connaître -de façon discrète et prudente (on ne sait jamais!) - sa préférence pour le candidat Carter. On peut lire encore que "certains signes portent à penser que la direction syrienne peut ... être tentée par une guerre de camouflage (avec Israël)" ; depuis, la collaboration entre ces deux pays dans le conflit au Liban aux côtés de l'impérialisme américain a éclaté au grand jour.

En fait, l'analyse qui se trouve derrière ces perspectives malheureuses n'a le mérite ni de la nouveauté, ni de l'originalité. Quand elle ne relève pas carrément des conceptions contre-révolutionnaires d'un Kautsky ne voyant dans l'impérialisme et dans les guerres que le résultat d'une "mauvaise politique" du capital qu'on pourrait éliminer en changeant ses gestionnaires ou envisageant la possibilité d'un "super-impérialisme" mondial, elle reprend les pires aberrations développées au plus profond de la contre-révolution, par la gauche communiste qui ne voyait dans les guerres qui préparaient le second holocauste impérialiste et dans cet affrontement lui-même que des conflits locaux destinés à mater le prolétariat.

Les guerres ne sont pas le produit de la volonté diabolique et machiavélique de la classe dominante et des gouvernements, préparées par des complots "secrets" que ceux-ci ourdiraient contre le prolétariat. Dans la décadence du capitalisme, les guerres sont le résultat inéluctable, indépendant de la volonté même de la classe dominante, de la crise permanente dans laquelle la disparition des marchés solvables indispensables à son expansion a plongé le système. Elles sont une manifestation aiguë de la crise du système et comme telles ne le renforcent pas mais l'affaiblissent comme l'a démontré la première guerre mondiale qui déboucha sur la grande vague révolutionnaire de 1917-23. L'approfondissement actuel de la crise économique mondiale est à la base du développement, depuis 1967, et en particulier au Moyen-Orient, de conflits de plus en plus sanglants et impitoyables entre les grands blocs impérialistes par pays faibles interposés. Le fait que ces conflits aient touché pour le moment le seul Tiers-Monde, résulte du fait que le prolétariat y est relativement peu concentré et puissant et qu'il n'y était pas en mesure de mettre à profit l'affaiblissement de la classe dominante que ces conflits représentent pour la menacer sérieusement. Dans ces pays, la perspective de l'heure n'est pas celle d'une paix voulue par "les Russes et les Américains entendant arranger à l'amiable les petits conflits territoriaux opposant leurs divers PDG autochtones", y compris pour sauver la mise de tel ou tel politicien de Washington, ou de "guerres de mise en scène", mais celle de la multiplication et de l'aggravation d'affrontements bien réels entre grands blocs impérialistes.

Mais l'épaisse confusion que l'adresse introduit dans la compréhension des événements du Moyen Orient n'est pas

son aspect le plus désastreux. Celui-ci réside dans l'adoption de formules et de prises de position que les défaites sanglantes de la classe ont depuis longtemps révélées comme parfaitement contre-révolutionnaires.

le flirt

avec la contre-révolution

Les concessions aux positions bourgeoises de ce document apparaissent dès son deuxième paragraphe avec une formule qui revient souvent par la suite : "le prolétariat et ses alliés". Depuis plus d'un demi-siècle, celui-ci a payé trop cher ses illusions sur la possibilité d'obtenir le concours d'autres catégories de la société, pour que le maintien aujourd'hui de telles confusions ne relève que d'une erreur d'appréciation minime. Toutes les politiques manoeuvrières de l'Internationale communiste en train de dégénérer s'abritent derrière la prétendue possibilité d'alliances pour la classe ouvrière. Depuis les "fronts uniques" jusqu'aux "fronts populaires" et "alliances anti-fascistes", drapeaux de la pire contre-révolution de l'histoire, l'expérience a montré combien était catastrophique tout abandon de l'autonomie prolétarienne. Pour aborder sa lutte décisive contre le capitalisme, le prolétariat devra savoir qu'il ne peut compter que sur ses propres forces dans cette entreprise. Ce sera une condition indispensable de sa réussite dont les signataires de l'adresse veulent le priver avec leurs formules.

La contre-révolution montre encore plus le bout de son nez dans les parties de l'adresse qui traitent de la "libération nationale". Si des phrases comme "cet Etat Palestinien comme tel favoriserait objectivement le développement des luttes sociales dans le monde arabe, en Israël et au sein même de cet Etat" sont déjà la porte ouverte aux "soutiens critiques" des luttes nationalistes, les signataires de l'adresse montrent qu'ils la franchissent gaillardement en cautionnant une prise de position comme : "les forces révolutionnaires, notamment celles qui luttent à l'intérieur d'Israël, ont à défendre le combat des masses palestiniennes - arabes contre l'opresseur sioniste. Nous soutenons le droit à l'auto-détermination du peuple arabe palestinien et du peuple juif israélien...". Là, plus d'erreur possible, l'adresse est en train de défendre un des piliers de la mystification capitaliste, un des pires ennemis de la classe ouvrière, l'équivalent moderne de la "défense nationale" contre laquelle s'étaient dressés les révolutionnaires en 1914. A cette époque, les positions d'un Lénine sur "l'auto-détermination des peuples" constituaient une erreur grave, mais au sein du camp prolétarien. Un demi-siècle de contre-révolution et de massacres de prolétaires a fait de cette question une des principales frontières de classe entre les camps bourgeois et prolétaires. L'adresse aux prolétaires et aux jeunes révolutionnaires arabes et israéliens, malgré toutes ses bonnes intentions d'origine, les appelle en fin de compte à soutenir leur capital national.

les contorsions du p.i.c.

C'est ce torchon de la pire confusion que le PIC qualifie dans le n°10 de "Jeune Taupé" de "première adresse révolutionnaire publiée en commun par des Arabes et des Israéliens"...dégageant "une perspective communiste au Moyen-Orient". Passe encore que le PIC n'ait rien à dire sur les analyses fumeuses développées par ce texte pour "démasser les intentions secrètes des classes dominantes" et faire jaillir la clarté. Quand on est soi-même dans la confusion sur ces questions (cf. la théorie de "l'effritement des blocs" critiquée par RI n°15), il est difficile de débusquer celles des autres. Passe encore qu'il ne trouve rien à redire au caractère démagogique de ce type de document signé par des personnalités des "deux bords" comme les innombrables pétitions patronnées par les éternels Sartre et Guérin et qu'au contraire il se félicite de signatures

arabes et israéliennes ; le PIC, avec la collaboration de certains de ses militants aux côtés de "personnalités" à la revue Spartacus, nous a habitué à ses méthodes spectaculaires. Passe enfin que l'extrait qu'il a publié dans J.T. comme "particulièrement significatif du contenu révolutionnaire de l'adresse" se complaise dans les bavardages mi-situationnistes (Mustapha Khayati est signataire, s'il vous plaît!) mi-curé de gauche du style : "notre tâche est ... d'encourager ... toute résistance au conformisme, aux injustices et au pouvoir discrétionnaire des directions dirigeantes (sic!) dont l'essentiel de l'activité a, de tous temps consisté à surveiller et à punir... Les révolutionnaires axeront le feu de leur critique sur...cette table des valeurs défendues par leurs ennemis sur le carcan familial qui écrase la personnalité et la créativité des enfants et maintient la femme dans l'esclavage", sur la machine scolaire etc, etc... la fascination qu'exerce la phrase sur le PIC est connue de vieille date. Par contre, il nous faut dénoncer avec vigueur l'attitude du PIC quand il essaie de justifier les aspects contre-révolutionnaires de l'adresse et la signature de celle-ci par un de ses membres. Pour "Jeune Taupé", dans l'expression "le prolétariat et ses alliés", "les alliés dont il s'agit n'ont rien à voir avec la conception "alliance de classe". Cette appellation concerne dans l'esprit des signataires de l'adresse, le prolétariat agricole, les chômeurs et la jeunesse révolutionnaire". Il est vraiment dommage que ces signataires aient gardé au fond de leur esprit le sens qu'ils donnaient à leur formule laissant le simple lecteur les interpréter -pro-cédé classique du racolage- comme il l'entendait.

Mais le PIC atteint des sommets quand il s'explique sur "le droit des peuples à l'auto-détermination" présenté comme "non-rupture totale avec la conception léniniste". Certes, c'était une position de Lénine révolutionnaire prolétarien, mais aujourd'hui, c'est une position contre-révolutionnaire et cela le PIC oublie de le dire, préférant utiliser la référence à Lénine pour minimiser l'importance aujourd'hui par ce point. Et que penser de l'argument qui consiste à dire que "notre camarade ne s'estime évidemment pas engagé par ce passage qu'il considère en flagrante opposition avec le contenu communiste de l'adresse". Le PIC ne sait pas ce qu'une signature veut dire : il pourra raconter ce qu'il voudra, son membre H. a bel et bien cautionné, même à contre-cœur, un texte défendant une position qui reste contre-révolutionnaire. Le fait que le texte se contredise n'est pas un argument : toutes les déclarations de la bourgeoisie de gauche sont contradictoires puisque pour faire avaler les couleuvres capitalistes aux travailleurs, on les trempe dans une sauce révolutionnaire. Ce qu'il restera de ce texte, c'est qu'il a chassé honteusement, par une lucarne, mais chassé quand même, l'internationalisme qu'il avait fait entrer en grande pompe par la porte.

Comme le dit l'adresse elle-même "la confusion, l'amalgame... sont les alliés fidèles, de toujours des classes aux affaires et au pouvoir". Dans les affrontements décisifs qui s'annoncent, le prolétariat devra lutter contre les mystifications des agents patentés de la bourgeoisie en son sein que représente la gauche et ses rabatteurs gauchistes, mais il devra étendre sa méfiance et une critique impitoyable à tous ses courants en équilibre entre les deux camps, chevauchant la confusion, cette arme de choix du capital, dont l'adresse est un exemple significatif. Quant aux groupes encore révolutionnaires, comme le PIC, qui, dévorés par la démangeaison de "l'intervention", cautionnent ce genre d'entreprises, ne réservant les rigueurs de leur sectarisme qu'au CCI (avec qui ils ont rompu tout lien), nous ne pouvons que les mettre en garde contre cette fâcheuse habitude de flirt de plus en plus fréquents avec la confusion institutionnalisée qui risque de lui communiquer cette maladie contagieuse et en fin de compte mortelle. Espérons qu'ils se reprendront avant une telle échéance.

C.G.

HONNETES PROPOSITIONS D'HYMEN FRONTISTE DU P.C.I.

Quand les luttes sociales des années d'espérance, poignardées dans le dos par les défenseurs de l'ordre démocratique, s'épuisèrent aux portes du pouvoir, le fascisme put finir de les submerger complètement. Dans cette passe désespérée, le prolétariat ne voyait plus d'autre perspective que l'alternative fascisme/démocratie. La bourgeoisie triomphait et annonçait aux masses disloquées le règne de la démocratie parlementaire. Par cette propagande, sur laquelle les démocrates déversaient la pluie des fleurs vénéneuses de l'antifascisme, elle effaçait toute trace de danger révolutionnaire.

Cela se passait au lendemain de l'échec de la révolution mondiale et à la veille de la seconde guerre impérialiste.

Plus fort il a été plié, plus violemment le prolétariat se redressera, tel une lame d'acier. De longues années d'une crise fatale pour le capitalisme, un lent procès de radicalisation de fractions d'ouvriers toujours plus imposantes, extension de gouvernements de gauche et d'extrême-gauche comme dernières lignes de barrage de la bourgeoisie, voilà en gros la situation actuelle. Que signifie alors la mise en garde contre la perspective fasciste si ce n'est le besoin de tuer la révolution renaissante avec le poison antifasciste ?

Partout où le prolétariat passe à la nécessaire défense de son salaire contre l'aviilissement de ses conditions d'existence, le pseudo-péril fasciste sera brandi judicieusement pour conjurer la poussée ouvrière. Sauvegarde des institutions du "peuple souverain" garanties par la constitution, défense des organisations "ouvrières" et des "acquis", sous cette double antienne se font de plus en plus entendre les sirènes de l'ennemi pour obtenir une trêve dans la guerre sociale.

Au Portugal, en Espagne, en Italie ou en France, une fébrile activité va agiter la ruche antifasciste. C'est à qui pincera le mieux la corde démocratique, à qui criera le plus fort devant la catastrophe qui menacerait le libre jeu des institutions existantes ou à mettre en place. Toute la différence entre la forme de gouvernement démocratique et les régimes de type "césarien" ou "bonapartiste" tient alors dans une pure formule juridique : la première favorise constitutionnellement le déploiement de la "mobilisation populaire" alors que les seconds l'étoufferaient sous la botte, antichambre du fascisme proprement dit.

un p.c.i.(programme communiste) frontiste

Contre les idéaux démocratiques, déversés depuis l'école laïque jusqu'à l'usine et le club sportif, le PCI s'était toujours revendiqué de la tradition de la Gauche communiste dans le refus des blocs de résistance et des fronts populaires, défendant néanmoins une conception particulière du Front Unique dans les organisations de "défense économique de la classe".

Mais depuis 68, le PCI n'a cessé de faire plusieurs cabrioles vers le trotskysme, s'accrochant aux aspects les plus obscurs des traditions dont l'origine remonte à la 3ème Internationale. Mot d'ordre en vue de revendications économiques "transitoires", appui aux luttes de libération nationale, participation constante aux consultations électorales tenues pour "progressistes", (cf. Italie:avortement ; Suisse:immigrés) sont devenus le pain quotidien des bordiguistes. Et, la faim venant en mangeant, ce cours sui generis aboutit à se retrouver aux côtés des "cousins" antifascistes.

Emu de la répression légale menée par les "détachements d'hommes armés" contre les grévistes, rendu inquiet par le renouvellement des actions de commando d'extrême-droite, le PCI entre en lice en taçant vertement les gauchistes. "Antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière ?", interroge le n°225 du Prolétaire.

Notre non-indifférentiste est venu porter sa pierre à l'édifice du syndi-

cat des menacés : le Front Unique. Comme l'explique sa presse: "Seuls des gens qui foulent au pied la vérité historique ou des métaphysiciens impuissants peuvent utiliser cette affirmation générale du marxisme pour essayer de faire croire que la Gauche communiste assimile démocratie, opportunisme et fascisme et refuse la défense contre le fascisme."(op. cité).

L'erreur, faite par la Gauche, de croire que, par le Front Unique des organisations ouvrières, se réaliserait l'unité de tous les exploités ne doit pas être cachée, ni non plus qu'elle a été combattue à l'intérieur des groupes de la Gauche communiste. Elle était le produit de la défaite du mouvement révolutionnaire, laquelle incita les militants à rendre encore plus claire la conception de la lutte de classe. Aujourd'hui le bordiguisme ne craint pas de répéter les pires erreurs et, surtout, de travestir la vérité.

Qu'il se veuille réaliste et non "métaphysicien impuissant", cela se juge du premier coup d'oeil. Les arguments qu'il emploie le bordiguisme sont justement ceux de Dimitrov qui, à trois reprises, en Bulgarie avait conduit le parti au désastre et vendu le communiste de gauche Martin Van der Lubbe aux nazis, ceux de Neumann, l'émissaire stalinien qui envoya en Chine des dizaines de milliers de prolétaires au supplice au nom du Front Unique ou ceux de Gramsci contre la...Gauche.

Pour le bordiguisme nouvelle version, les principes théoriques du communisme, forgés au choc des antagonismes de classe, l'entraînent donc hors de la réalité. Et de les réviser pour ne pas être "impuissants". Grâce à son "bon sens", que faire sinon quémander un strapontin dans le Front Unique en faisant preuve de sa sagesse "marxiste" : "La Gauche revendique la possibilité pour toutes les organisations ouvrières de la classe (syndicats, comités de grève ou d'usine, soviets, etc.) de constituer des milices d'auto-défense où les militants de plusieurs partis peuvent se cotoyer, entraîner les ouvriers sans parti désireux de combattre et, doivent, sur une base de classe, accepter une discipline commune sans laquelle on ne saurait évidemment parler d'autodéfense. Et sur ce terrain se pose la question d'actions parallèles, communes avec d'autres forces, et celle du front unique prolétarien" (op. cité).

Foin donc de l'isolement dans lequel la contre-révolution avait contraint les communistes à se retrancher durant un demi-siècle, aux masses !

Quand on soulève le problème du front unique entre différentes organisations, c'est qu'on estime que celles-ci peuvent avoir certains intérêts communs à défendre, obligeant à se mobiliser devant un ennemi lui-aussi commun. Quel est l'ennemi ? L'extrême-droite ! Quel est l'allié ? L'"opportunisme" et le "réformisme". Nos pourfendeurs de "métaphysiciens impuissants" veulent-ils faire le front unique avec les pires bourreaux du prolétariat ? ou avec les boutiques trotskystes qui ont appelé la classe ouvrière à marcher dans la 2ème guerre mondiale ? Tout le monde ensemble et à la fois car l'union (antifasciste) c'est la force (de la contre-révolution).

A vrai dire, les révolutionnaires alias les "métaphysiciens impuissants" ne seront qu'à demi surpris des offres de service discipliné des bordiguistes au front unique. C'est avec un précédent bagage antifasciste que l'actuel PCI s'est formé. Les premiers à rejoindre les rangs viennent des groupes de "partisans" italiens, ensuite ceux du Comité antifasciste de Bruxelles, puis des éléments de l'ancienne minorité de la Gauche favorable à ce qu'ils estimaient pouvoir être une "véritable lutte de classe" face à Franco. Par contre, la Gauche Communiste en France et en Belgique est restée de façon intangible sur les bases affirmées par la Gauche Communiste Internationale. Pendant la Seconde Guerre, ses appels ne sont pas allés vers les antifascistes "sincères" ou "ouvriers", mais ils se sont adressés au prolétariat mondial, l'appelant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, excluant par avance tout geste pouvant être interprété comme un appui critique à la démocratie.

C'est donc bien volontiers que nous abandonnons au PCI "sa" Gauche à lui.

Le CCI n'a jamais défendu l'interprétation de la lutte contre le fascisme qu'en donne le PCI. Pour maquiller les faits et faire passer sa camelote, il s'appuie sur un argument qui se veut irréfutable : à la violence de la bourgeoisie concentrée dans son appareil d'Etat, le prolétariat doit opposer sa propre violence de classe. Et nous avons vu que pour les bordiguistes, cette auto-défense pouvait s'exercer au moyen des syndicats, organisations d'autant plus ouvertes aux salariés qu'il s'agit de les atomiser, les disperser au nom de... l'unité.

La classe ouvrière, poussée à se défendre contre les attaques policières, subit aussi la violence syndicale, qui est certainement la forme la plus raffinée, la plus élaborée de la répression. Pour vraiment lutter, elle doit baillonner, ligoter les gardes-chiourmes de l'usine, renverser la puissance organisationnelle des cerbères de l'ordre établi. Cette auto-défense lui est mille fois plus nécessaire que la petite guerre contre les fascistes de carnaval d'un Parti des Forces Nouvelles.

Vous voulez "une auto-défense de classe" vraie, un antifascisme d'une autre facture que celui des démocrates bêtards. Et qu'en ferez-vous :

"Pourquoi, en présence de ces meetings d'extrême-droite suivis de violence antiprolétarienne, ne pas commencer, par exemple, par assurer la défense physique de quartiers, de foyers d'immigrés ou de sièges d'organisations". Et ce, en attendant "qu'il faudra un jour aussi que les travailleurs interdisent les manifestations (des partis réformistes)". (op. cité)

Tout le sel du frontisme est là : aujourd'hui je marche avec toi ; demain je retourne mes armes contre toi ! Raisonnablement creux et sonore qui a coûté des milliers de vies au prolétariat qui s'est laissé prendre au piège du Front Unique. Pour ces nouveaux apôtres du frontisme, il s'agit de donner à des organes que l'abîme de la révolution sépare, d'un côté les soviets et les conseils d'usine, de l'autre les syndicats, une même fonction. Ce n'est nullement une "erreur" dans le cas du PCI ; il ne fait que remplir son rôle de mystificateur qu'il est appelé à jouer de plus en plus pour égarer les prolétaires.

Même si le prolétariat ripostait aux menées fascistes par les méthodes préconisées par les "bordiguistes", à savoir l'action directe la plus déterminée, la plus violente et, non le respect paralysant des règles constitutionnelles, il serait battu, sa conscience de classe annihilée, parce qu'il ne tiendrait plus en mains que le drapeau des libertés publiques. Jamais, dans le cadre de la lutte antifasciste, le prolétariat n'a trouvé sa piste d'envol pour s'élaner à la conquête de son pouvoir de classe.

La semaine sanglante du début de l'année 34 en Autriche, juillet 36 en Espagne, constituent le summum de ce que l'antifascisme peut donner. Il y a dans ces deux passes d'armes du combat entre la démocratie et le fascisme de quoi combler le plus exigeant des bordiguistes, quoi que ces derniers le soient de moins en moins : grève insurrectionnelle pour arrêter l'assaut des fascistes, constitution de milices d'auto-défense des quartiers ouvriers, des usines et des organisations "ouvrières". Ici, sous la direction des social-démocrates du Schutzbund ; là sous celle des anarchistes de la FAI. Presque au même moment, ce fut la grève générale pacifique de février 34 en France, conduite par les stalinien, pour stopper l'offensive des Croix-de-Feu et afin de maintenir en poste le ministre Daladier.

Aucune de ces actions n'offrirait aux travailleurs une possibilité révolutionnaire pour le renversement de l'Etat. Malgré leurs différences de moyens, elles n'exprimaient qu'une seule et même substance : l'opposition entre démocratie et fascisme et non dictature de la bourgeoisie/

dictature des Soviets. Quant à l'alternative posée par les bordiguistes : "Antifascisme démocratique ou auto-défense ouvrière", il n'en va pas autrement.

Le Front Unique reste un instrument de la bourgeoisie et, en aucun cas, ne peut servir à forger les armes du combat révolutionnaire. Erreur érigée en dogme au fil des congrès de l'IC, cette formule de confusion a fini par servir tout à fait les intérêts de la bourgeoisie démocratique et de l'Etat russe. Qu'avec cet instrument idéologique se soit préparée et déroulée la deuxième boucherie mondiale, le PCI n'en a cure ; que pour la classe ouvrière émergeant de sa plus longue et plus profonde éclipse, les syndicats et les partis de gauche représentent la délation, la terreur et l'assassinat, qu'à cela ne tienne : on appelle derechef les travailleurs à refaire l'expérience du fiasco. Toute honte bue au calice antifasciste, le PCI encourage les prolétaires à alourdir le poids de leurs chaînes.

la position des communistes

La critique serrée, le bilan des années de feu et de cendres ne doivent pas se cacher leur propre résultat. Il n'y a pas d'autre façon de comprendre les conditions de la lutte et de la victoire. Tout le monde n'a pas été capable de tirer toutes les conséquences dues aux changements de période intervenus depuis 1914. Ainsi, pour le PCI, parce que le capitalisme n'a jamais atteint le sommet de son cycle et, qu'à partir de cette date il ne roulerait pas sur la pente descendante, deux époques absolument dissemblables sont mises sur le même plan.

Il appartient aux révolutionnaires de démontrer qu'en cette époque de barbarie, les démocrates ne sont pas préférables aux fascistes. Celui qui ne dit pas que, pour broyer les prolétaires dans les fers du salariat, les formations antifascistes ont été tout aussi indispensables que les forces fascistes extra-légales, celui-là se disqualifie pour toujours, celui-là se fait le fourrier de la défaite.

Ce fut une même mystification interclassiste qu'obtinrent les nations démocratiques par le consentement ; par la violence que l'arrachèrent les nations fascistes. Ainsi, c'est un lien ténu qui unit et rattache, dans une même volonté de détruire le prolétariat, le chien sanglant Noske social-démocrate au national-fasciste Hitler, le père des réformes italiennes Giolitti au fasciste Mussolini. Toute autre analyse historique ne serait qu'un mensonge.

Le prolétariat devra déclencher sa lutte de classe non après avoir fait l'apprentissage du Front Unique, mais en orientant son attaque -car la défensive est aussi l'offensive- contre le front des forces bourgeoises agissant en son sein.

De sa force, de son instinct à mener un combat indépendant, dépend la victoire de la classe ouvrière. Tout autre procédé de politique "réaliste" lui ouvre la pente vers la désagrégation de sa conscience de classe.

R. C.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

LE TROTSKYISME : FILS DE LA CONTRE-REVOLUTION

LES CAUSES DU RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS TROTSKYISTES

Comme nous l'avons vu dans la précédente partie de cet article (cf. RI n° 28), aucun bouleversement dans les positions politiques défendues par les groupes trotskystes n'est à l'origine de leur renforcement au sein de l'appareil politique du capital depuis la fin des années 60. Tous ces groupes en effet continuent de justifier leur activité contre-révolutionnaire au sein de la classe ouvrière en se référant aux positions fondamentales du trotskysme, celles du Programme de Transition.

En fait, ce n'est qu'à la lumière des difficultés auxquelles le capital se trouve confronté à cette même époque, à savoir l'entrée de celui-ci dans une nouvelle phase de crise et le ressurgissement des luttes du prolétariat au niveau mondial en réponse à cette crise, que l'on peut comprendre le renforcement de ces groupes de la contre-révolution.

Lorsque dans les années 30, les groupes politiques qui vont participer au Congrès de fondation de la "4^e Internationale" développent sous la direction de Trotsky leur activité en direction de la classe ouvrière, le capital connaît une crise économique généralisée qui, à peine dix ans après la fin de la Première Guerre Mondiale, vient confirmer, si cela est encore nécessaire, l'entrée du système dans sa phase de décadence : "celle des crises, des guerres et des révolutions sociales".

A cette époque cependant, subissant les contre-coups de la défaite du mouvement révolutionnaire des années 20, la classe ouvrière, malgré tous ses efforts pour lutter contre la misère dans laquelle la jette à nouveau le capitalisme en crise, se trouve incapable de contrecarrer par sa lutte révolutionnaire, le cours vers la guerre dans lequel s'engage une fois de plus le système rongé par ses contradictions désormais insurmontables.

Les fractions de gauche du capital, social-démocrates et stalinienne pour l'essentiel, suffisent alors pour dévoyer sur le terrain bourgeois la combativité de la classe ouvrière, pour embrigader ses éléments dans la deuxième boucherie impérialiste mondiale au nom de l'antifascisme, de la défense de la "patrie socialiste", etc. Les partis staliniens profitent pour ce faire des illusions des prolétaires qui continuent à voir en eux des homologues du parti bolchevik de 17. Aussi les trotskystes de l'époque qui, derrière un langage plus "à gauche", plus "radical", défendent une politique identique sur le fond, malgré tous leurs efforts, toutes leurs recettes (entrisme), ne parviennent jamais à occuper la place (au service du capital) à laquelle ils aspirent et doivent se contenter d'un rôle de troisième ordre.

Au sortir de la deuxième boucherie impérialiste mondiale, au prix de plus de 50 millions de morts, de la destruction de forces productives dans une proportion inconnue par le passé, le capitalisme trouve dans la reconstruction des économies détruites une échappatoire à ses contradictions qui enfoncent inexorablement l'humanité dans la barbarie.

La classe ouvrière irrémédiablement battue, totalement atomisée, n'a d'autre alternative que de se plier aux impératifs de l'exploitation qu'exige cette reconstruction.

Si au cours des années que dure celle-ci, l'antagonisme capital/travail continue à se manifester, si des luttes ouvrières éclatent çà et là, les partis de "gauche" et les syndicats n'ont guère de difficultés à ramener l'ordre social, à présenter les quelques miettes que le "boom économique" des pays développés permet d'accorder aux ouvriers, comme des "victoires". Dans ce contexte les trotskystes végètent petitement dans l'ombre des partis "communistes".

Vers la fin des années 60, la reconstruction et l'expansion à laquelle elle donne lieu, obtenues au prix d'une exploitation accrue de la classe ouvrière, du rejet de deux tiers de l'humanité dans des conditions d'existence qui les place au bord de la famine, s'achèvent ; malgré toutes les mesures mises en place par la bourgeoisie (rationalisation de l'exploitation des marchés existants, accroissement des dépenses improductives, intervention accrue de l'Etat dans l'économie, etc.), cette expansion se heurte à nouveau aux limites-mêmes du marché mondial et c'est à nouveau la crise.

Comme par le passé, l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial sur-saturé s'accompagne d'une guerre économique sans merci entre les différentes fractions du capital mondial. Les conflits armés qui n'ont jamais cessé depuis la fin de la 2^e Guerre Mondiale entre les deux grands blocs impérialistes, par luttes de "libération nationale" interposées notamment, s'exacerbent à nouveau (Chypre, Vietnam, Angola, Moyen-Orient, Liban, etc.) donnant ainsi un avant-goût de ce que pourrait être la réponse ultime du capital à sa crise. Mais, contrairement aux années 30 où le capital avait pu imposer "sa solution" alors que la classe ouvrière était battue, c'est à un prolétariat qui n'a pas connu la défaite des années 20, dont la combativité reste inentamée malgré les échecs essuyés sur le terrain économique et qui ressurgit au niveau mondial, que le capital se doit de faire face.

Les équipes politiques "de droite" qui, jusque là, avaient pu gérer sans trop de difficultés les intérêts de leur capital national, se révèlent de plus en plus incapables de faire face à la crise et à la remontée de la lutte de classe. Non seulement elles s'avèrent, compte-tenu de leur appui social, plus "timides" dans l'accélération de la mise en place de mesures capitalistes d'Etat rendues nécessaires par l'exacerbation de la concurrence mondiale, mais surtout INCAPABLES de mystifier la classe ouvrière qui voit en elles les défenseurs du capital, incapables de lui faire accepter le régime d'austérité que la situation exige.

Dans ces conditions, il devient nécessaire de faire appel à des équipes "de gauche" qui se trouvent être à la fois plus dynamiques dans la mise en place de ce type de mesures et les mieux à même, derrière un langage "ouvrier", "anti-capitaliste", de présenter ces mesures capitalistes d'Etat comme des mesures "socialistes" que les ouvriers doivent défendre en mettant en veilleuse leurs propres revendications.

C'est à cette nécessité que répond le mouvement de la droite vers la gauche auquel on assiste depuis la fin des années 60 dans les pays d'Europe les plus touchés par la crise (Portugal, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, France...) malgré les heurts et les retournements conjoncturels qui l'accompagnent.

Mais en apparaissant DIRECTEMENT comme les gestionnaires du capital, en brisant les luttes ouvrières qui ne s'embarrassent plus de leurs normes de responsabilités, que le feu de la crise continue d'alimenter, que le poison électoral ne parvient plus à contenir, les fractions de gauche du capital ne suffisent plus à maintenir sur le terrain bourgeois la classe ouvrière dans son ensemble. Dans cette mesure, c'est aux groupes gauchistes en général et aux trotskystes en particulier que revient la tâche de réaliser ce que la gauche ne parvient plus à assumer. En cela réside l'origine de leur renforcement au sein de l'appareil politique du capital. Ainsi, recrutant leurs troupes dans les milieux petits-bourgeois touchés par la crise, utilisant et entretenant la confusion qui accompagne le ressurgissement du prolétariat après plus de 50 ans de contre-révolution quasi-ininterrompue, ces groupes politiques, à travers un langage plus "radical", plus "révolutionnariste", justifient la même politique capitaliste d'Etat, soutiennent les fractions de gauche, justifient les affrontements inter-impérialistes... (cf. RI n° 27), en bref, participent à la division et au désarmement de la classe ouvrière, nécessaires pour que tout affrontement décisif Prolétariat/Bourgeoisie se solde par la défaite du prolétariat.

Et pour assumer cette fonction contre-révolutionnaire qui fait des gauchistes les derniers remparts du capital contre la classe ouvrière, les trotskystes se trouvent d'une certaine manière mieux armés, et donc plus dangereux.

D'une part, ils "peuvent" (1) se réclamer d'une filiation historique avec le mouvement révolutionnaire des années 20, au moment où, à travers ses éléments les plus conscients, la classe ouvrière tend à se réapproprier son expérience passée. D'autre part, ils "peuvent" (1) se présenter comme les combattants les plus décidés du stalinisme en faisant valoir l'assassinat de Trotsky et de nombreux militants trotskystes par les partis staliniens, au moment où la classe ouvrière se retrouve confrontée à une répression directe de ces partis. Enfin, reprenant les positions politiques du Programme de Transition rédigé par Trotsky dans lequel la vision de la classe ouvrière battue permet de relier les positions entre elles, ils développent une apparence de "cohérence" (1) politique dont sont incapables les autres groupes gauchistes.

Donc, contrairement à la vision qui, s'appuyant sur le fait que le ressurgissement des luttes du prolétariat s'accompagne d'un renforcement des groupes "gauchistes", en déduit hâtivement que ce renforcement présente un aspect "positif", il est clair que, pas plus que le renforcement des fractions de "gauche" du capital, celui de son extrême-gauche ne comporte d'aspect "positif", aussi infime soit-il, pour le développement de la lutte et de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière, bien au contraire.

Quant à ceux qui cherchent de la même manière dans les scissions gauchistes une "potentialité révolutionnaire", les expériences récentes des scissions trotskystes "Union Ouvrière" et "Combat Communiste" devraient leur permettre de mesurer leur propre stupidité puisque celles-ci sont venues confirmer une fois de plus l'impossibilité pour un organe du capital de donner naissance à une fraction révolutionnaire.

En fait, renforcement et scissions de l'extrême-gauche du capital ne font qu'exprimer la capacité qu'a le capital décadent en crise d'utiliser les idées et les groupes politiques nés de sa propre décomposition et de la contre-révolution, pour enrayer et dévoyer le seul mouvement social qui puisse mettre un terme à sa pourriture et à la barbarie qu'il engendre : la lutte autonome du prolétariat mondial.

L.L.

(1) Voir les articles "Le Trotskysme : fils de la contre-révolution" publiés dans les n° 26 et 27.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des I^{ère}, II^{ème} et III^{ème} Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, et tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un con-

trôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

